

L'ESPERLUETTE



Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"

Bureau de dépôt - Bruxelles X
P701162



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 92 • avril • mai • juin • 2017



Racisme :
c'est pas bientôt fini ?!

EDITO

La distinction entre témoin et acteur est ténue mais réelle... 3

ANALYSE

Racisme: c'est pas bientôt fini?!

Racisme et capitalisme: réflexions dans un groupe ISCO 4

Les différends de l'égalité 7

Le patrimoine idéologique colonial et l'engagement anti-raciste 10

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Pour la justice migratoire et la justice sociale 13

Au bord du gouffre, l'Europe? 15

Nous voulons des vêtements clean! 16

VIE DE L'ISCO

Nouvelle session BAGIC à Liège 18

Visite du Bois du Cazier 18

De la domination au changement 19

EN RÉGIONS

Le musée du Capitalisme à Mons 21

Un Socrate Philosophe au Luxembourg pour les aînés 21

EN BREF

Terrorisme en question: un site 22

Effaçons la colonisation pas les Palestiniens 22

Tisser des solidarités... 22

AGENDA

23

FICHE PÉDAGOGIQUE

Penser l'intersectionnalité dans un projet d'action collective



© REPORTAGE PHOTO & 92

«Le bateau est plus en sécurité quand il est au port mais ce n'est pas pour cela qu'ont été construits les bateaux»¹.

Il en va ainsi de nos rêves. Ils ne seront jamais déçus si nous les gardons hors de la réalité. Pourtant, comme les bateaux, ils doivent prendre le large pour nous mener plus loin, vers d'autres contrées et découvertes. Bon voyage à bord de *L'Esperluette*!

1. Paulo COELHO, *Le pèlerin de Compostelle*, 1994.

COMITÉ DE RÉDACTION: LAHCEN AIT AHMED, VIRGINIE DELVAUX, FRANCE HUART (COORDINATION), MARIE-FRÉDÉRIQUE LORANT, ZOÉ MAUS, FLORENCE MOUSSIAUX, MICHELE STESSEL, NICOLE TINANT

SECRETARIAT: FRANCINE BAILLET, LYSIANE METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO: LAHCEN AIT AHMED, FABIO BRUSCHI, VIRGINIE DELVAUX, PIERRE GEORIS, HÉLÈNE HAGEL-LOUSTALOT, FRANCE HUART, JEAN MATTHYS, ZOÉ MAUS, FLORENCE MOUSSIAUX, MIREILLE-TSHEUSTI ROBERT, JENNIFER VAN DRIESSCHE, DIEUDONNÉ WAMU OYATAMBWE ET LES ETUDIANTS DU GROUPE ISCO DE CHARLEROI

PHOTOS: FRANCE HUART, LYSIANE METTENS

CIEP COMMUNAUTAIRE: TÉL: 02/246.38.41, 42, 43 - FAX: 02/246.38.25 - COURRIEL: COMMUNAUTAIRE@CIEP.BE

EDITEUR RESPONSABLE: VIRGINIE DELVAUX - CHAUSSÉE DE HAECHT 579 - 1030 BRUXELLES

DESIGN: DCL PRINTERS - COURRIEL: DCL.PRINTERS@SKYNET.BE - IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE

La distinction entre témoin et acteur est ténue mais réelle...

PAR VIRGINIE DELVAUX,
DIRECTRICE CIEP-ISCO
COMMUNAUTAIRE

**...UNE PART DE NOTRE RESPONSABILITÉ DE TÉMOIN
C'EST D'ÉCRIRE L'HISTOIRE ET DE LA FAIRE PARAÎTRE¹**

Comme quasi à chaque fois qu'approche la mise sur papier de l'édito, le hasard s'invite à moi au détour d'un zapping, comme il y a quelques semaines, avec le documentaire «Je ne suis pas votre nègre»² du réalisateur haïtien, Raoul Peck. Ce film reconstitue le travail inachevé de James Baldwin, écrivain américain exilé en France dans les années 50 et décédé en 1987. Il en fait un récit engagé et radical sur la question raciale aux États-Unis à partir du récit des vies de trois de ces acteurs incontournables que sont Malcolm X, Martin Luther King Junior et Medgar Evers. Ce documentaire alliant éthique et esthétique m'a bouleversée mais ce qui a déclenché cette écriture dans *L'Esperluette*, c'est cette phrase frontale et nue à la fois: «Si vous pensez que je suis un nègre c'est parce que vous en avez besoin»³. Une forme d'évidence cruelle qui dit tout de la notion de rapport de domination ethno-raciale (sans pour autant chercher à l'expliquer).

Ce film et ce propos m'ont confortée dans l'importance de prendre la plume. Notre rôle, en tant qu'association et comme citoyen-ne, est de décoder, comprendre, mettre en lumière ce que recouvre les rapports de domination, les replacer dans la construction de notre société d'un point de vue sociologique, historique, politique, économique. Ce qui me chamboulait le plus c'est que cette phrase avait été prononcée dans les années 1970 et son actualité me retourne le ventre comme un vertige. Elle oblige par l'écho qu'elle suscite à hurler notre engagement profond dans l'action antiraciste dans un contexte en partie différent mais tout aussi compliqué. Je le résumerais en quelques idées. Aujourd'hui, porter une parole antiraciste en tant qu'association issue du Mouvement Ouvrier Chrétien, c'est devoir gérer au moins trois types de réactions: «C'est un propos inutile», «C'est un propos invisible» et «Ce n'est pas votre combat».

«C'est un propos inutile»: c'est devoir faire face à des interventions du type: le racisme est punissable par la loi depuis les années 1980. Tout le monde en a conscience. Plus per-

sonne ne se permet aujourd'hui de poser ouvertement ce genre de propos. Concentrez plutôt vos énergies sur des combats n'ayant pas encore trouvé une réponse juridique. Comment dès lors combattre quelque chose qui n'existe pas ou ne peut/doit pas exister?

«C'est un propos invisible»: c'est recevoir des réponses qui reconnaissent la pertinence du discours mais qui s'évaporent dans l'écho des innombrables interpellations pour plus d'égalité et de justice sociale. Dans une société de la précarisation à tous les étages, où la notion d'incertitude nous est imposée comme boussole, comment rendre nos réflexions sur les inégalités raciales particulièrement audibles?

«Ce n'est pas votre combat»: c'est sans doute, pour le MOC, l'interpellation la plus déroutante à recevoir car elle sous-tend, parfois presque sans détours, que nous nous complairions dans une forme d'exploitation de la solidarité, reproduisant peut-être malgré nous, des rapports de pouvoir vis-à-vis des associations dites racisées. Ce sont là des réflexions difficiles qui nous obligent à repenser notre place d'acteur dans la lutte contre le racisme. C'est aussi accepter de mettre au cœur de la lutte, l'importance de l'autodétermination des groupes dominés. C'est interroger ce qui fait le fondement de cette critique, analyser nos pratiques, nos représentations, ainsi que la composition de notre Mouvement.

C'est donc conscient de cette complexité que nous vous invitons à découvrir ce dossier de *L'Esperluette* parce que nous avons une responsabilité de témoin, et qu'il faut bien, comme le dit James Baldwin, que chacun «paye sa dette». Le CIEP y contribue. ■

1. PECK Raoul, *I am not your negro*, 2016.

2. *Id.*

3. «(...) Et si je ne suis pas un nègre et que vous l'avez inventé - vous, les Blancs, vous l'avez inventé -, alors vous devez découvrir pourquoi. L'avenir de ce pays repose sur votre volonté d'y réfléchir» (James Baldwin).



Racisme : c'est pas bientôt fini?!

Racisme et capitalisme: réflexions dans un groupe ISCO

PAR FABIO BRUSCHI ET JEAN MATTHYS,
PHILOSOPHES ET FORMATEURS À L'ISCO

Nous vivons dans une époque où des discours, des programmes et des pratiques racistes qualifiés par certains de «rouges-bruns» tentent de se présenter comme des réponses critiques à l'égard de l'universalisme de la mondialisation capitaliste et qui masque son impérialisme néo-colonialiste derrière un voile «humaniste». À partir de ce constat, un travail de réflexion a été organisé avec les étudiants de l'ISCO-CNE-Transcom (Groupe XII) dans le cadre du cours de Philo, en leur proposant des outils conceptuels pour explorer la relation d'articulation dialectique entre capitalisme et racisme, universalisme et exclusion. Nous voulions montrer que les nouvelles formes pratiques et discursives d'exclusion raciste, sous prétexte de défense des droits des travailleur-se-s nationaux-ales, sont loin d'offrir des perspectives émancipatrices et doivent être pensées comme complices du système contre lequel elles prétendent lutter. Il s'agissait d'interroger les impasses et les potentialités des formes actuelles des luttes antiracistes et des luttes des classes sur base de la déconstruction simultanée des préten-

tions anticapitalistes du racisme rouge-brun et des prétentions antiracistes de l'universalisme capitaliste.

QU'EST-CE QUE LE RACISME?

Le racisme est une réalité structurale et multidimensionnelle, articulant dans un système un ensemble de pratiques (différentes formes de violences économiques, symboliques, verbales et physiques, des discriminations quotidiennes jusqu'aux exterminations ethniques), de discours, de représentations et de formes de subjectivation (rapport à soi, aux autres, à l'État-nation, etc.) contribuant à l'exercice d'une domination sur un groupe social défini à partir de son origine (ethnique, nationale, culturelle, religieuse, etc.). Contrairement à l'idée courante qui le réduirait à un préjugé, à une forme d'ignorance intellectuelle ou de faute morale, le racisme doit donc être considéré plus fondamentalement comme une réalité sociale systémique, objective et institutionnelle. L'existence d'affects et de pensées racistes n'est pas non plus spontanée ou naturelle (comme la «peur de l'autre» inscrite dans une prétendue nature humaine); elle est l'effet de mécanismes structurels qui commandent la production de subjectivités racistes dans un contexte historique, social et économique déterminé. La logique affective et intellectuelle du racisme désigne arbitrairement un critère de différence (couleur de peau, culture, religion, langue, etc.) qu'il marque

QUELQUES CONCEPTS ET NOTIONS

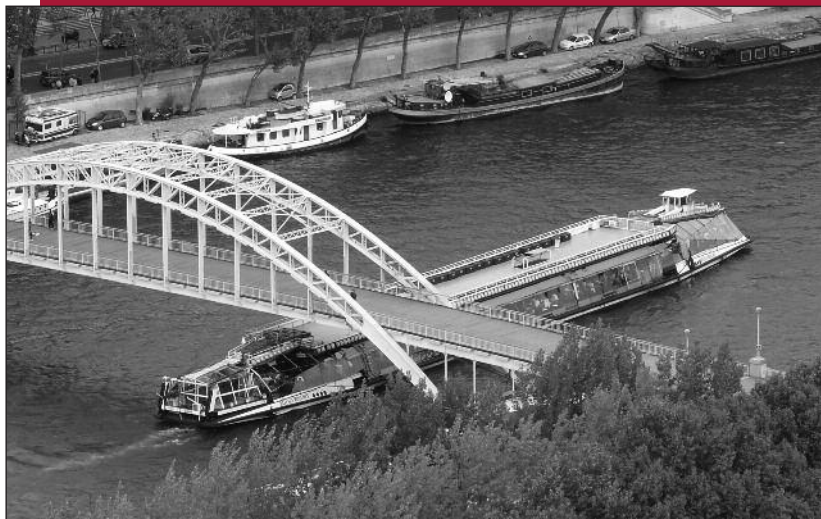
Rouge-brun: discours et programmes qui mélangent des éléments provenant du référentiel de la gauche et de celui de l'extrême droite. Par exemple, en demandant l'expulsion ou la discrimination des travailleur-se-s étranger-ère-s au nom de la défense des droits des travailleur-se-s nationaux-ales.

Universalisme de la mondialisation capitaliste: mouvement de dissolution de toutes les frontières et de toutes les appartenances sociales qui entravent la circulation des capitaux, des marchandises et de la force de travail.

Articulation dialectique: rapport entre deux éléments contradictoires, fonctionnant ensemble et se renforçant mutuellement par leur opposition même.

Perspective biologisante de la théorie «scientifique» des races: justification de la hiérarchisation des races avec des arguments soi-disant biologiques et scientifiques.

Personne racisée: personne qui fait l'objet d'un processus social de racisation, par lequel elle se voit définie et infériorisée au nom de son origine réelle ou supposée (ethnique, nationale, culturelle, religieuse, etc.).



© REPORTAGE PHOTO & 92

d'un sceau d'infériorité. Dans chacun de ses faits et gestes, l'individu visé se voit intégralement réduit à ce critère, de manière à être expliqué à la lumière de ce qui est alors pensé comme une essence, une nature. Par là, l'ensemble de la communauté des racisé-e-s est homogénéisée, toute autre différence en son sein étant effacée. Il en résulte une légitimation des inégalités de traitement, de fait ou de droit¹. Le racisme consiste ainsi en un refus de l'égalité des groupes sociaux au nom du fait qu'ils sont perçus comme différents de par leur origine réelle ou supposée.

Cette logique repose sur une confusion entre égalité et identité, inégalité et différence, qui soutient soit que l'existence de différences justifie les inégalités (exclusion, discrimination), soit que les individus doivent - dans la mesure où les racistes considèrent que cela soit possible - renoncer à leurs différences pour mériter l'égalité (assimilation)². Le racisme est donc habité par un fantasme «immunitaire» de préserver la pureté du «corps social», l'identité du «soi» et du «nous» contre l'envahissement par «eux». La figure d'altérité est directement exclue, ou «exclue à l'intérieur» par l'obligation de se débarrasser de sa différence.

Cette définition du racisme au sens large permet alors de mesurer les transformations contemporaines du discours raciste en une forme de néo-racisme qui tend à abandonner la perspective biologisante de la théorie «scientifique» des races qui avait été mise au service du nazisme, de l'esclavagisme et de l'impérialisme coloniaux, au profit aujourd'hui de celle, différentialiste, de «l'incompatibilité entre cultures». Dès lors, la réduction du racisme à sa seule acception biologisante constitue aujourd'hui un facteur puissant de dénégation et risque d'occulter sa persistance sous des habits neufs, rendant

obsolètes les formes traditionnelles d'antiracisme³. «Le racisme actuel, centré chez nous sur le complexe de l'immigration, s'inscrit dans le cadre d'un «racisme sans races» [...] un racisme dont le thème dominant n'est pas l'hérédité biologique mais l'irréductibilité des différences culturelles; un racisme qui, à première vue, ne postule pas la supériorité de certains groupes ou peuples par rapport à d'autres, mais «seulement» la nocivité de l'effacement des frontières, l'incompatibilité des genres de vie et des traditions: ce qu'on a pu appeler à juste titre un racisme différentialiste⁴. À quoi il faut ajouter que l'abandon des prétentions hiérarchiques est plus apparent que réel car, pour le racisme différentialiste, le fait, pour les racisé-e-s, de s'intégrer à la culture nationale d'un pays occidental (blanche, chrétienne, humaniste ou «laïque») sera toujours présenté comme un progrès, un accès à un niveau supérieur d'humanité, de civilisation et d'émancipation. Le racisme n'est donc pas séparable d'une prétention à «dire qui est émancipé ou mérite de l'être et qui ne l'est pas⁵. Cette prétention au monopole des titres et des formes de l'émancipation universelle est, d'ailleurs, particulièrement visible dans la manière dont le racisme contemporain s'allie avec un certain féminisme et une certaine idée de la laïcité pour justifier son islamophobie. En témoignent, par exemple, les débats sur le port du voile ou du burkini.

RACISME ET CAPITALISME: INTRICATION DES DOMINATIONS ET AUTONOMIE DES LUTTES

Il n'est possible de comprendre le lien qui unit structurellement le capitalisme au racisme qu'à la condition de refuser d'emblée de réduire le racisme à un simple effet du capitalisme.

Tout d'abord, parce que, historiquement, c'est le racisme, dans sa forme colonialiste et esclavagiste, qui constitue l'une des conditions essentielles de l'essor de l'exploitation capitaliste et en préfigure certaines formes. Ensuite, parce que c'est précisément en raison de son caractère structurel, multidimensionnel et systémique que le racisme peut remplir une fonction essentielle dans les mécanismes de reproduction du capitalisme. Dans le cadre de la marchandisation de tout ce qui existe, sur laquelle se base l'accumulation du capital, celui-ci exige que soit supprimé tout ce qui entrave la circulation des produits, des capitaux et de la force de travail, en soutenant ainsi un certain mouvement d'universalisation. Or, comme son enjeu est précisément l'accumulation du capital, ce mouvement d'universalisation doit aboutir à la minimisation des coûts de production. La force de travail fait alors l'objet d'un contre-mouvement d'ethnisation par lequel elle est divisée entre une catégorie de travailleur-se-s exploité-e-s et une catégorie de travailleur-se-s surexploité-e-s - division qui garantit une baisse tendancielle de la valeur globale de la force de travail⁶. Mais le racisme ne peut remplir cette fonction économique - notamment en empêchant la constitution politique d'une lutte de classe ouvrière qui franchisse la frontière entre ces deux catégories - que parce qu'il ne se réduit pas à une affaire purement économique. En effet, toute domination de classe repose sur la nécessité spécifiquement idéologique de construire un «monde commun» aux exploitateur-se-s et aux exploités-e-s: le racisme devient une construction par laquelle une partie des dominés-e-s (travailleurs-se-s blanc-he-s) se rallie aux dominants (capitalistes).

C'est ici que le caractère différentialiste du néo-racisme joue un rôle central. La figure des travailleur-se-s immigré-e-s est, en ce sens, typique: ils/elles sont contraint-e-s, par toutes sortes de procédés violents, de «se blanchir», c'est-à-dire de se débarrasser de toutes leurs attaches sociales, culturelles, religieuses, politiques, etc., jusqu'à devenir une force travail pure, absolument disponible. Cela permet d'éviter ce «mélange» que le différentialisme identitaire craint tant. Les autres travailleur-se-s, bien que dominés-e-s eux/elles

aussi, se perçoivent alors comme « plus que travailleur-se-s », comme ayant une vie sociale, culturelle, religieuse, politique, etc. qui les fait participer à une communauté supérieure d'intérêts (à la fois imaginaire et réelle) avec les dominants. Le rapport à l'État-nation est ici essentiel: à ces travailleurs-citoyens de l'État, qui demeurent ainsi reliés aux classes supérieures, s'opposent des travailleurs-sujets de l'État. En résulte une forme de « colonialisme intérieur » dont les travailleur-se-s nationaux-ales tirent des bénéfices réels, aussi limités soient-ils, au sein d'un système de domination dont ils/elles sont, par ailleurs, également les victimes⁷.

Il faut donc reconnaître que les clivages distincts entre classes et entre races se déterminent réciproquement en assurant la reproduction du capitalisme et du racisme. En ce sens, il est impossible de lutter contre le capitalisme en négligeant, et *a fortiori* en stimulant, le racisme. Les discours et pratiques rouge-bruns en vogue aujourd'hui expriment et renforcent l'effacement relatif de la lutte des classes, qui se voit alors redéfinie dans les termes de la lutte des races - comme le révèle cette imposture pour pseudo-marxistes en manque de lutte des classes qu'est la « classe ouvrière blanche »⁸. Ce processus permet en retour aux partisans de l'universalisme du capital de se hisser en héros de l'antiracisme. La perspective rouge-brune fait la promesse (illusoire) d'un capitalisme débarrassé de l'exploitation en projetant d'expulser ou de « blanchir » les travailleur-se-s racisé-e-s surexploité-e-s. En réalité, comme elle n'a aucune intention d'agir sur les structures qui rendent inévitable la surexploitation selon des critères toujours mobiles d'ethnie, de nationalité, de culture, de religion, de sexe, d'âge, etc., à terme elle n'offrirait aux travailleur-se-s dans leur ensemble que la déqualification massive et la régression des droits sociaux, dans le cadre d'un État qui finaliserait sa dégénérescence néolibérale et autoritaire. Cela ne veut en aucun cas dire qu'il suffirait simplement de réactiver la lutte des classes dans sa pureté impossible. Bien au contraire, la lutte des classes ne peut se réinventer et se reconquérir qu'en passant par l'« autre » de la lutte antiraciste, en se décentrant, en se faisant activement transformer par lui. Car, de toute évidence, la classe ou-

vière ne sera pas blanche ou ne sera pas du tout.

C'est pourquoi la question du racisme devra permettre de repenser la défense des droits conquis de haute lutte par le mouvement ouvrier, ainsi que ses formes de représentation sociale et de participation collective, que la période actuelle voit sans cesse régresser. En effet, tant que le racisme ne sera pas directement combattu, y compris au sein de la gauche, toute défense des droits conquis risque de se transformer en une défense de privilèges. Alors, la lutte sera d'emblée perdue. Or, si les privilèges se caractérisent par leur exclusivité, les droits ne se défendent qu'en luttant pour leur élargissement, à la fois intensif (pour des nouveaux droits) et extensif (extension du nombre des personnes qui jouissent des droits)⁹. La sortie de la spirale infernale entre défense des privilèges et régression des droits ne pourra se produire qu'à la condition de passer à l'offensive « décoloniale » qui revendique l'extension sans reste de la citoyenneté politique, sociale et culturelle aux personnes racisées qui en sont exclues de fait ou de droit. Mais il faut alors comprendre que, tout comme « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »¹⁰, l'émancipation des racisé-e-s doit être leur propre œuvre, d'autant plus que le monde commun que le racisme construit pour rallier une partie des dominé-e-s aux dominant-e-s fait partiellement diverger les intérêts immédiats des personnes racisées par rapport à ceux des autres travailleur-se-s¹¹. Ainsi, au lieu d'exiger que les luttes antiracistes s'intègrent d'emblée à la lutte des classes, le mouvement ouvrier organisé devrait avant tout se rendre attentif aux formes et aux contenus des luttes antiracistes lorsqu'elles s'organisent de manière autonome (à l'extérieur ou en son sein),

en se demandant comment il devrait se transformer afin de repérer et rencontrer ce qui s'y trame de vital pour la lutte des classes elle-même. ■

1. TEVANIEN P., *La mécanique raciste*, Paris, La Découverte, 2017, p. 16.
2. Face à quoi il s'agit de soutenir que « différence et égalité n'ont rien d'antinomique » mais, au contraire, se supposent l'une l'autre: la possibilité de vivre, expérimenter et afficher sa différence suppose l'égalité, qui, elle-même, n'existe que dans l'affirmation et la manifestation des différences ou singularités (*ibid.*, pp. 23-42.)
3. L'antiracisme culturaliste et humaniste basait toute sa stratégie sur deux arguments devenus inefficaces, voire contre-productifs, dès lors que le néo-racisme les concède sans hésiter, pour en faire précisément le cœur de sa propre argumentation:
 - 1) au sens scientifique du terme, il n'y a pas de races humaines; ce ne sont pas les gènes ou le sang qui déterminent les aptitudes et comportements des individus, mais leur culture;
 - 2) la diversité des cultures constitue la richesse de l'humanité - d'où le néo-racisme tire la conclusion que le mélange des cultures, entraînant l'effacement des spécificités culturelles, constitue une forme de décadence pour l'humanité dans son ensemble (BALIBAR É., « Y a-t-il un "néo-racisme" ? », in *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1988, pp. 33-34.)
4. *Ibid.*, pp. 32-33.
5. MEZIANE M. A., « Doit-on réformer l'islam ? Brève histoire d'une injonction », dans *Multitudes*, n°59, 2015, p. 60. www.multitudes.net/%e2%80%89doit-on-reformer-lislam%e2%80%89e2%80%89-breve-histoire-dune-injonction/
6. WALLERSTEIN I., « Universalisme, racisme, sexisme. Les tensions idéologiques du capitalisme », in *Race, nation, classe*, p. 48.
7. « S'il n'y a plus aujourd'hui de colons français dans le monde (ou presque), en contrepartie tout Français est devenu quelque peu colon (grand ou petit) » (BALIBAR É., « Sujets ou citoyens? Pour l'égalité », in *Les frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte, 1992, p. 60).
8. Cf. TOSCANO A., « Notes on Late Fascism », dans *Historical Materialism*, www.historicalmaterialism.org/blog/notes-late-fascism
9. BALIBAR É., « Racisme et crise », in *Race, nation, classe*, pp. 301-302.
10. MARX K., *Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864.
11. Il ne faut donc pas oublier comment se poursuit l'interpellation précédente de Marx: « la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de toute domination de classe ».





Les différends de l'égalité

RETOUR SUR DEUX CAMPAGNES ANTIRACISTES (ET DÉPOLITISANTES?)

PAR LAHCEN AIT AHMED,
CIEP COMMUNAUTAIRE

Le racisme est l'incapacité d'envisager «ensemble l'égalité et la différence»: ce qui est différent à «NOUS» n'est pas égal à «NOUS». Ce processus comprend quatre étapes au bout desquelles est créée une minorité politique, «une catégorie sociale naturalisée par les discriminations»¹: un groupe social dit inférieur est ainsi institutionnalisé. La lutte contre le racisme doit donc s'opposer aux gestes du quotidien mais elle doit surtout s'attaquer aux institutions qui le sous-tendent². Notre analyse se penchera sur deux campagnes «antiracistes» récentes et mettra en évidence quelques-uns des «pièges» et des «réflexes» peu productifs, voire contre-productifs de l'antiracisme «officiel».

«MON POTE ET MOI, ON EST PAREIL»

Anticipant le succès du FN lors des dernières élections présidentielles, l'organisation française SOS Racisme a sensibilisé le public à travers un slogan illustré «Mon pote et moi, on est pareil». En dessus du slogan, une image où l'on peut voir souriant, bras dessus, bras dessous, des personnes blanches et de couleurs, avec un autre sous-titre «STOP À LA HAINE, STOP À LE PEN». Selon l'analyse du collectif Contre-attaque(s)³, **quatre problèmes** peuvent être pointés dans cette campagne.

1. Dépossession et invisibilisation des revendications des racisés-es

Dans la formule utilisée, le «Moi» désigne celui qui parle: il est blanc-che. Le

«pote»⁴ est ainsi protégé par un «défenseur blanc» tandis que les revendications et le point de vue de celui qui subit le racisme sont effacés. En effet, si on donnait la parole au «pote», le slogan deviendrait sans doute: «mon pote et moi on est pareil... sauf devant une offre d'emploi, une demande de logement, un contrôle de police, la justice, etc». Cette potentielle seconde version réduit ainsi presque à néant le «pareil» proclamé par SOS Racisme.

2. Le daltonisme racial

La formule «On est pareil» est très floue: on ne sait en effet pas en quoi le «Moi» et le «pote» sont «pareils». Il est d'ailleurs très étonnant qu'un collectif qui se dit antiraciste ne voit pas (se refuse à voir!?) la différence de couleur et les discriminations liées à cette différence. Selon Contre-attaque(s), «ce n'est pas qu'ils ne voient pas les couleurs, c'est qu'ils (...) s'en accommodent parfaitement bien. Mais pour ceux qui subissent le racisme, les processus de racialisation sont là et ils sont particulièrement brutaux vu qu'ils vous placent, de la naissance au tombeau, du bon ou du mauvais côté de la ligne en fonction de votre groupe racial. Être blanc en France et être non-blanc, ce n'est absolument pas les mêmes choses».

3. La minorisation du phénomène

Inscrite dans le cadre des élections présidentielles, l'objectif visé est concret et à court terme: faire barrage à l'extrême droite (personnalisée par Marine Le Pen). L'attention est donc braquée sur une minorité - la leader raciste - et indirectement son électorat. En accordant une attention particulière à la présidente du FN, on minorise et marginalise le phénomène du racisme: où est passée la critique du système de domination (État, marché, médias)?

4. L'utilisation du discours sentimental/moral

Le second sous-titre «STOP À LA HAINE, STOP À LE PEN» aborde l'argument affectif («LA HAINE»): le racisme serait une question de «méchanceté» et de déraison. Certes, le racisme conduit bien souvent à la haine de l'autre mais c'est donc bien que cette haine est l'aboutissement et l'expression d'un processus systématique; un processus composé de nombreuses étapes policées et réfléchies.

CAMPAGNE ANTIRACISME BELGE

Cette grille d'analyse va passer au crible la récente campagne «Vous valez mieux que ça» initiée par la Fédération Wallonie Bruxelles en collaboration avec la plateforme associative antiracisme⁵. Les affiches présentent quatre personnes: Hicham le musulman, Fatou la noire, Lazlo le Rom, Sarah la juive, avec deux phrases: «Sarah est juive. Et pour vous ça s'arrête là?»⁶ et «Réduire une personne à une identité unique, c'est le dé-



© REPORTAGE PHOTO & 92



but du racisme! Le racisme, vous valez mieux que ça!». En complément de l'affiche, une vidéo⁷ nous apprend que chacune des quatre personnes ne se limite pas à une identité mais qu'au contraire, chacune est multiple. Cette multiplicité est décrite par la voix off.

Quid de la dépossession? Dans cette campagne, ce n'est à nouveau pas la racisé-e qui parle. Le propos est porté par une «voix off» qui s'exprime «pour» et au nom de. Le propos est sans doute adressé à un raciste (potentiel ou réel). Rien ne nous permet de l'affirmer avec certitude, il est néanmoins fort probable que le défenseur des minorités, n'est ni juif, ni musulman, ni noire, ni rom. Il est sans doute blanc comme dans la campagne française.

Quid du daltonisme racial? La stratégie consiste ici à déplacer le regard de l'observateur depuis une différence (la couleur noire, l'ethnie rom, la religion juive ou musulmane) vers les particularités et personnalité individuelles de chacun-e: les protagonistes ont des habitudes, des humeurs et des qualités qui permettraient d'aller au-delà de LA différence. Les différences valorisées relèvent de l'individu (ses choix ou son caractère) et il s'agit ainsi de l'apprécier un peu «mieux» pour ce qu'il est individuellement et à le discriminer un peu moins, tenant compte de la catégorie sociale à laquelle il appartient

La campagne belge complète finalement celle de SOS Racisme, qui évoquait un «ON EST PAREIL» sans donner plus de précision. Ici, le contenu de «PAREIL» est plus précis: ceux/celles qui ont l'air si différent-es sont en fait comme «nous» parce que comme «nous, les Blanc-he-s», ils ont des activités, des personnalités spécifiques. L'angle choisi est individualisant, inter-personnalisant: il s'agit de s'intéresser à Sarah et non aux Juifs et à toi qui lit cette affiche et regarde cette vidéo.

TOUTES ET TOUS PAREILS, OUI MAIS PAREILS À QUI...?

Lorsque deux éléments sont différents, rien ne sous-entend qu'un des deux est plus différent que l'autre: un cerf-volant est différent d'un avion mais ni le cerf-volant ni l'avion ne sont PLUS différents. Ces deux campagnes proposent deux moyens de réduire la différence. Dans la version française: ressembler à son



© REPORTAGE PHOTO & 92

protecteur (être blanc?); dans «Vous valez mieux que ça»: être pris comme un individu, détaché de ses attaches (sociale, culturelle, religieuse). Mais au fait, s'agit-il de réduire la différence ou d'augmenter l'égalité?

Même si elle est plus pertinente, la campagne belge n'attaque que la première marche du processus raciste (l'étape de la différenciation) et s'y arrête. Elle l'annonce d'ailleurs très clairement avec son slogan «Réduire une personne à une identité unique, c'est le début du racisme!». C'est effectivement le début du racisme, mais cela ne doit pas être la fin d'une campagne antiraciste. Le racisme ne se contente pas en effet de créer une différence, il stigmatise cette différence; il ne vise jamais un individu mais des groupes sociaux; il n'est d'abord le fait des institutions et non celui des individus; le racisme ne repose pas sur des décisions, des choix (vouloir être ou ne pas vouloir être raciste; vouloir être ou ne pas vouloir être noire): il est une construction sociopolitique. Au final, la stratégie qui consiste à regarder au-delà de la différence («on est pareil»), n'invite-elle pas également à voir au-delà du racisme et donc à ne plus le voir?

L'ANTIRACISME SANS LES RACISÉ-ES

Cet antiracisme sans racisme se fait également sans les racisés-es. À titre de comparaison, on peut rappeler deux des slogans du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis: le premier avec la revendication d'une identité fière: «I'm black and I'm proud»; le second

évoquait la question du pouvoir avec «Black Power». Il ne s'agissait donc pas de cacher son identité (différence) mais de la proclamer fièrement; il ne s'agissait pas non plus de se trouver des points communs avec l'opresseur blanc mais bien de revendiquer des droits et du pouvoir (stratégie d'empowerment⁸). Ce retour à l'histoire met en évidence l'espace qui sépare le message de l'antiracisme «officiel», des revendications portées par les minorités elles-mêmes.

ARTICULATION DES LUTTES

La plateforme antiraciste à l'origine de la campagne belge a été secouée par quelques débats internes opposant quelques jeunes associations (composées de personnes racisées) aux institutions historiques du mouvement ouvrier (avec des personnes non racisées). Ils renvoyaient notamment à la question de l'articulation des luttes et des alliances (notamment entre Blanc-he-s et non Blanc-he-s).

Prendre au sérieux la question du racisme et les stratégies de lutte qui guident cette oppression, passe en effet par la prise en compte de la triple domination et la question de l'intersectionnalité. Pour ce faire, il est important de prendre en compte le point de vue porté par les minorités actives sur ces questions, notamment celui développé par le parti des indigènes de la république (PIR)⁹. Selon Sadri Khiari, l'articulation des luttes est souvent vécue comme une injonction du «pouvoir blanc» contre les minorités racisées. «À travers la notion d'«articulation races-classes», il s'agit

d'exiger que nous renoncions à notre volonté d'indépendance politique, s'incarnant dans une organisation qui soit à nous et rien qu'à nous. (...) L'«articulation» ressemble fort à un concept de guerre, une arme que manie la résistance blanche au sein du «champ» de l'antiracisme». Cette injonction bienveillante est sans doute due à une erreur d'analyse politique, qui inscrit la lutte antiraciste dans un paysage politique historiquement constitué, déjà là et déjà défini par les Blancs: schématiquement, on peut dire qu'il y a une gauche qui défend les travailleurs (contre le capital) et une droite le patronat (en faveur du capital). Les racisés n'ont plus qu'à se ranger derrière la gauche et compléter la lutte anticapitaliste. Comme nous le rappelle Christine Delphy, «dans les groupes mixtes, Noirs-Blancs ou femmes-hommes, et en général dans les groupes dominés-dominants, c'est la vision dominante du préjudice subi par le groupe dominé qui tend à... dominer»¹⁰.

Pour Le PIR, la lutte contre le capitalisme est effectivement primordiale dans l'histoire mais elle doit être traduite différemment dans le cadre d'une perspective antiraciste car rythmée par d'autres événements: les colonisations; le vol brutal et massif des ressources; la traite négrière et les immigrations. Le PIR caractérise cette perspective décoloniale: au niveau mondial et dans les quartiers populaires des grandes métropoles, une même scène se répète depuis 1492, celle de la domination du Nord sur le Sud, du Blanc sur les «Autres». Si l'articulation des luttes et des alliances entre Blanc-he-s et non Blanc-he-s est problématique sur l'axe racisme-capitalisme, elle l'est également sur l'axe féminisme-racisme. Pour Houria Boudjeldja, «il suffit de voir l'engagement des femmes noires aux Etats-Unis et des femmes maghrébines en France contre les brutalités policières et contre l'inhumanité du système carcéral pour voir que des priorités sont spontanément faites par les principales concernées [les femmes de couleurs] et que souvent elles se bornent à articuler la race... avec la race». Pour Kimberlé Crenshaw, théoricienne de l'intersectionnalité, cette articulation de la «race... avec la race» évoque le fait que les femmes de couleurs préfèrent bien souvent lutter dans des collectifs communautaires - composés d'hommes de couleurs qui appartiennent à la même classe sociale - que dans des collectifs féministes - dirigés par des Blanches qui appartiennent à une classe sociale supérieure, «car elles préféreraient se battre contre les leurs sur la question des femmes plutôt que de s'af-

fronter avec des bourgeoises blanches sur des questions de race et de classe»¹¹.

Il faut donc également considérer que la lutte contre le système patriarcal prend des formes différentes en fonction des actrices qui la portent et des contextes sociohistoriques dans laquelle elle se développe: si le féminisme «blanc» lutte contre le patriarcat «blanc»; le féminisme de couleurs lutte contre deux patriarcats (le patriarcat blanc, le patriarcat de couleurs) et en tenant également compte du fait que le patriarcat blanc détruit le patriarcat de couleurs. Les stratégies individuelles et collectives sont donc reconfigurées par un contexte, par des enjeux et des intérêts différents. La solidarité entre racisés (hommes, femmes) est souvent une stratégie de survie entre les plus pauvres.

Mais les stratégies des intersections sont également tragiques: c'est le cas des femmes migrantes qui doivent «choisir» entre rester avec un mari violent (domination patriarcale) et être renvoyées dans leur pays (domination étatique-capitaliste). On voit ici le rôle et le poids des institutions (l'Office des étrangers) dans cet étranglement, la compression de l'intersectionnalité.

CONCLUSION

La lutte contre le racisme ne doit pas viser une réduction de la différence (toutes et tous identiques), c'est une promotion de l'égalité (toutes et tous égaux). L'agenda de l'antiracisme, ses méthodes d'action collective et ses revendications sont à définir prioritairement par les racisé-es. En outre, la lutte contre

la domination raciste n'a pas à se soumettre à une autre domination (au risque d'ajouter de la domination à la domination). Les actions et les stratégies de résistances menées par les femmes racisées et pauvres doivent être comprises en tenant compte de l'ancrage: à l'intersection des dominations. «L'auto-émancipation, c'est la lutte par les opprimés pour les opprimés. Cette idée simple, il semble que chaque génération politique doive la redécouvrir»¹². ■

EN COMPLÉMENT: À LIRE LA CHRONIQUE D'HENRI GOLDMAN PARU DANS LA REVUE POLITIQUE, 12 MAI 2017

WWW.REVUEPOLITIQUE.BE/PLATEFORME-ANTIRACISTE/

1. Voir l'article de Jean Mathys et Fabio Bruschi dans ce numéro (p. 4).
2. Ces institutions sont aussi impliquées dans les dominations patriarcale et capitaliste.
Voir *Capitalisme, patriarcat, racisme: une lecture symétrique des dominations*, Fiche pédagogique de L'&, n°91, Janvier-Mars 2017; *Penser l'intersectionnalité dans un projet d'action collective*, Fiche pédagogique de L'&, n°92, avril-juin 2017.
3. <http://contre-attaques.org/magazine/article/les-5>
4. Le «pote» est un rappel de la campagne «Touche pas à mon pote» de 1985.
5. Voir www.luttecontreleracisme.be/
6. Avec les variantes «Fatou est noire...»; «Lazlo est rom...»; «Hicham est musulman...»
7. www.youtube.com/watch?v=zvtlj71PsyE
8. Voir *L'empowerment pour analyser le pouvoir d'agir*, Fiche pédagogique de L'&, n°84, Avril-Juin 2015.
9. Les positions et analyses du PIR sont disponibles sur <http://indigenes-republique.fr/>
10. DELPHY, Christine, *La non mixité, une nécessité politique*, 2006 <http://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite>
11. CRENSHAW, Kimberlé Williams, «Cartographies des marges: intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur», dans *Cahiers du Genre*, vol. 39, no 2, 2005, pp. 51-82.
12. DELPHY, Christine, *op. cit.*



© REPORTAGE PHOTO & 92

Le patrimoine idéologique colonial et l'engagement anti-raciste

RUPTURES ET CONTINUITÉS

PAR MIREILLE-TSHEUSI ROBERT,
CHARGÉE D'ÉTUDES, BEPAX

ÉTUDE DES MILIEUX ASSOCIATIFS ANTIRACISTES

Dans le cadre d'une recherche sur le racisme anti-Noir¹, 85 travailleurs et cadres socioculturels, ainsi que des politiques, majoritairement bruxellois, ont été interrogés sur leurs connaissances de l'histoire coloniale et migratoire africaine en Belgique ainsi que sur le comportement de leur institution en matière d'engagement de «Noirs» (en dehors des métiers techniques ou de soutien, tels que le secrétariat, la comptabilité et le nettoyage). 60% des personnes interviewées ont un niveau de connaissances basiques sur l'histoire coloniale et 48%

des connaissances satisfaisantes sur l'histoire migratoire, contre respectivement 46% et 24% pour les Belges travaillant dans d'autres secteurs (appelés «les novices»). Par ailleurs, seuls 17% des organisations dans lesquelles ils travaillent ont embauché au moins un «Noir». En outre, d'autres constats intéressants ont aussi été pointés. Les associations mainstream (financées et majoritairement «blanches») nouent très peu de collaborations avec des associations majoritairement portées par des Afro-descendants. 80% des «antiracistes» entretiennent un lien familial avec l'Afrique. Ce qui soulève de nombreuses questions sur l'éventuelle transmission d'une certaine vision du «Noir».

COLONISATION DES ESPRITS: L'HÉRITAGE COLONIAL

Pour les petits-enfants de coloniaux euro-descendants («Blancs»), les souvenirs de l'Afrique sont vivaces, notamment à travers l'odeur d'un masque africain accroché au mur ou d'émouvantes photos en noir et blanc. D'ailleurs, ils sont nombreux ceux qui ont un parent concerné par l'entreprise coloniale.

Parmi les répondants de notre enquête, la prégnance d'un lien de filiation coloniale se donne à voir. Voici quelques témoignages: «Mon grand-père a travaillé au Congo, dans les années 20-30. Il travaillait dans une plantation, une palmeraie. Puis, il y a l'histoire de mon père qui a étudié au Burundi» «... ma grand-mère a créé la première maison de jeunes multiculturelle d'Anvers (...) Il y avait des jeunes d'origine africaine qui fréquentaient cette maison donc là, ce sont des amitiés de jeunesse. (...) mon autre grand-père était... un proche de Lumumba. Et donc, il connaissait très, très bien le Congo...» (Adam)

Prolongation du lexique colonial dans le langage courant

«Je suis noir parce que l'homme blanc a construit la notion de noir pour la rendre la plus différente possible de son blanc à lui». (CHIMAMANDA NGOZI ADICHIE) Dans une démarche dé-coloniale, il faut questionner l'usage du mot «Noir» pour désigner les Africains et, plus tard, les Afro-descendants. Pour rappel, des sociétés occidentales ont désigné les humains sur base de prétendues couleurs de peau. Les Africains sont perçus comme étant le peuple «Noir», les Amérindiens sont considérés comme étant les «peaux-rouges», les Asiatiques constitueraient le «péril jaune» tandis que certains Indiens sont appelés les hommes bleus (les Dravidiens). Souvent perçues de manière péjorative, ces couleurs marquent l'infériorité ou, du moins, la différence par rapport aux Européens qui sont, dès lors, «Blancs».

«C'est vexant si je dis que ce sont des Noirs?»

Certains Afro-descendants, surtout parmi les militants antiracistes, ne voient aucun inconvénient à utiliser le





terme «Noir»: soit dans un sens politique, afin de rappeler en un seul mot l'Histoire de leur humiliation, soit en termes de «retournement du stigmate», en redéfinissant positivement le terme et ce, dans le cadre de revalorisations identitaires. Mais si nous savons pourquoi certains «Noirs» utilisent le terme «Noir» pour se désigner, qu'en est-il pour les «Blancs» qui l'utilisent et qui, de leur côté, ne recherchent pas une reconnaissance identitaire? Aujourd'hui, pourquoi et par rapport à quoi certains Belges désignent-ils les Afro-belges par le vocable «Noirs»? On agirait par mimétisme en utilisant le même terme. La plupart des Euro-descendants ne font pas la différence entre «l'identité Noire» et la couleur de peau supposément noire. Dans ce cas, «Noir» (avec ou sans majuscule) resterait, pour nous, ce que le dictionnaire ou Internet en dit: «Qui est sans luminosité», «obscur», «sombre».

«Noir», un terme insultant au regard de la langue française?

Selon le dictionnaire Larousse, le terme «noir» se dit «d'une période marquée par quelque chose de très mauvais, de catastrophique». Alors, comment en vouloir au propriétaire qui dit que «le Noir est sale», puisque le dictionnaire lui apprend que le noir est la qualité de ce qui est «sale, taché ou terni»? Dans une entreprise, le recruteur n'a-t-il pas raison de refuser d'infliger à ses collègues un travailleur «Noir», réputé «très mauvais» et «catastrophique» par la science sémantique? Que pouvons-nous reprocher à la belle-mère qui refuse le mariage de sa fille avec un «Noir», quand la langue française la prévient qu'il est le signe du «pessimisme», de la «tristesse», du «malheur» incarné qui va sûrement s'abattre sur sa famille? Qui voudrait d'un gendre rompu à la «perversité» et à la «méchanceté»? Tous ces mots négatifs se retrouvent dans le dictionnaire lorsqu'on lit la définition du terme «noir». La langue française regorge de référencement négatifs pour ce terme (broyer du noir, colère noire, noircir le tableau, etc.). Ces expressions et leurs connotations négatives sont plus populaires et connues que la démarche de revalorisation identitaire des Afro-descendants qui tentent de redonner un sens positif au terme «Noir».

LA PROPAGANDE COLONIALE, UNE «MACHINE À STÉRÉOTYPES»

L'ampleur insoupçonnée de la propagande coloniale a permis d'enraciner l'hu-

milium des Africains dans les esprits et la mentalité belges. Produisant et recyclant un faisceau de stéréotypes, elle a fait croire aux Belges qu'ils étaient supérieurs, tout en persuadant les Congolais, les Rwandais et les Burundais qu'ils étaient «Noirs» et donc, inférieurs. Par exemple, en 1934, lorsque la crise² touche la Belgique et l'Europe, le ministre belge des Colonies crée la Loterie coloniale (l'actuelle Loterie nationale) et ambitionne de lever des fonds pour augmenter l'investissement financier de la Belgique au Congo. Selon De Moor et Jacquemin, «les importantes campagnes de publicités lancées pour cette entreprise ont popularisé partout en Belgique une certaine image du Congo (affiches, fanfares, caravanes, radios, camions-sonores, jeux de cartes, etc.). Deux caractéristiques se dégagent de l'abondante production d'images de la Loterie Coloniale: séduction du pittoresque et condescendance railleuse»³.

SIX SIÈCLES D'HUMILIATION DES «NOIRS»

Pour bon nombre d'Africains et d'Afro-descendants, l'an 2040 marquera six siècles d'humiliations. En effet, la «traite atlantique chrétienne» débute officiellement en 1441, avec le débarquement des premiers esclaves africains à Lisbonne. Un siècle plus tard, cette dernière devient «la plus importante ville noire de tout le monde hispanique avec plus de 10.000 Noirs, ce qui représente approximativement 10% de la population de la ville»⁴. D'abord dominé par les empires ibériques, l'esclavage prend naissance à l'époque médiévale, s'intensifie après la controverse du Valladolid⁵ et s'étend sous différentes formes capitalistes et à l'initiative de diverses nations - jusqu'à nos jours. L'ampleur de cette partie de l'Histoire européenne contraste avec la place qu'elle prend dans nos cours d'Histoire. Il en résulte une forte méconnaissance de cette épopée capitaliste. Ainsi, peu d'entre nous savent que l'esclavage occidental succède à treize siècles d'esclavage arabo-musulman en «Afrique Noire»⁶. De même, rares sont ceux qui réalisent que la Belgique de Charles Quint a aussi été impactée par ce système d'exploitation des Africains. À tel point qu'au XV^e siècle, Anvers comptait la seconde plus importante communauté africaine d'Europe et était la

«plaque tournante du commerce colonial en Europe»⁷.

«J'AI DÉCOUPÉ LUMUMBA»⁸: ÉCHOS DE VIOLENCES COLONIALES

En 1815, la mystérieuse Sawtche, femme africaine dite callipyge et exposée dans toute l'Europe décède. Un pseudo-scientifique français voulait alors la disséquer pour extraire ses organes génitaux et les conserver dans du formol (sujet du film «Vénus Noire»). En outre, lors de l'Exposition internationale de Bruxelles (Tervuren) en 1897, sept Congolais étaient morts de froid. Il ne leur a pas non plus échappé qu'au moment de l'indépendance, une guerre coloniale éclair avait expédié leurs familles hors de leur Congo. Et qu'en réponse à cet affront, le Premier ministre congolais de l'époque sera, plus tard, découpé en morceaux, avant d'être plongé dans de l'acide⁹. Sur la RTBF, l'agent belge, Gérard Soete, dira avoir jeté les dents dans la mer du Nord, tels les galets d'une victoire macabre¹⁰.

Au vu de ce passif, nos interviewés ont intégré le fait que la colonisation du Congo par la Belgique est un sujet hautement polémique: «Je les ai vus se déchirer autour de ce passé, oui. Il y avait un côté tragique aussi. D'un côté, une douleur de ne pas avoir eu le temps de prouver, enfin d'aller jusqu'au bout et de montrer que la colonisation était bénéfique. Parce que mon grand-père disait que si on l'avait laissé terminer son boulot, les universitaires auraient été prêts pour l'indépendance. Mais ma mère n'était pas de cet avis. Pour elle, achevée ou pas, la colonisation est, en soi, une privation de liberté. (...) Je ne sais pas si les remarques racistes de papa m'ont marquée. Peut-être... sûrement... Oui, certainement, je suis la fille de mon père quand même». (Hanneke) «... quand j'avais une quinzaine d'années, il y a le livre qui est sorti sur les mains coupées, sur Léopold II. Ma grand-mère, ça l'a énormément travaillée parce que c'est quelque chose qu'elle ignorait. Sincèrement, elle s'est redécouverte et donc... je me suis fait ma construction identitaire sur plein d'éléments, mais celui-là était marquant, la remise en question de ma grand-mère». (Alain). Contrairement à Alain et Hanneke, la majorité des interviewés semblent minimiser l'impact de l'héritage idéologique de leurs aïeux sur

eux. On peut alors s'interroger: pouvons-nous raisonnablement croire qu'aucun des stéréotypes charriés par ces six siècles d'humiliations n'a altéré l'image que nous nous faisons des Afro-descendants aujourd'hui?

DÉCOLONISATION DES ESPRITS: ENTRE RUPTURES ET PROLONGATIONS

Couper le lien avec la colonisation: quand la rupture idéologique a-t-elle eu lieu? Laissons de côté les considérations sur l'héritage financier et concentrons-nous sur le patrimoine idéologique, celui dont tous - ou presque - veulent se défaire en affirmant: «Oui, mes parents ont fait fortune au Congo mais je n'ai pas hérité de leur racisme et de leur paternalisme!» C'est heureusement possible. Toutefois, à quel moment s'est opérée la rupture collective? C'est-à-dire, à quel moment où nous nous serions débarrassés de l'héritage diffus, bienveillant mais, néanmoins, raciste des postulats de nos aînés? Comment s'est opéré ce processus de décolonisation des esprits euro-descendants? Qui a mené cette entreprise? Ce processus était-il aussi ambitieux, long, financé et impactant que ne l'a été la propagande coloniale? Sinon, qu'a-t-on prévu pour déraciner les stéréotypes? À ces différentes questions, il semble malheureusement qu'il faille répondre: jamais, néant, personne, non et trop peu de choses à l'agenda. La vigilance s'impose donc, car les stéréotypes ne cessent, aujourd'hui encore, d'être véhiculés, via différents canaux. Le traitement médiatique de l'Afrique en est une bonne illustration: l'Afrique et l'Africain semblent y être présentés en termes de violences, de guerres, de misère et de pauvreté. Un peu comme si les journaux télévisés ougandais ne parlaient de Bruxelles que pour montrer ses grèves, ses attentats, ses statistiques de suicides chez les jeunes et le témoignage de ses prêtres pédophiles.

ALORS, LES «NOIRS» MÉRITENT-ILS LES MÊMES ÉGARDS QUE LES AUTRES?

Sur le plan conventionnel, des efforts sont mis en place pour désigner les différentes catégories de citoyens-ne-s de la manière la plus respectueuse possible. À titre d'illustration, il convient de parler de personnes porteuses d'un



© REPORTAGE PHOTO & 92

handicap plutôt que de «handicapés», de techniciens de surface plutôt que d'«hommes de ménage», de «demandeurs d'emploi» plutôt que de «chômeurs» ou d'exploitants agricoles plutôt que de «fermiers» ou de «paysans». L'un des objectifs de ces transformations sémantiques est de respecter la dignité des personnes désignées, de faire une distinction entre leur métier éventuellement dévalorisé ou leur handicap social, d'une part, leur qualité d'Humain, d'autre part, les premiers n'altérant pas la valeur de la seconde. Le changement de vocabulaire a l'avantage d'opérer une rupture avec le passé et de modifier peu à peu nos structures mentales. Prenons un exemple: certaines associations refusent l'appellation «transsexuel» et préfèrent le terme trans-identité (ou transgenre), dans la mesure où le «syndrome de transsexualisme» est tiré du lexique médical psychiatrique. Le contexte, l'origine et l'usage historique qui est fait de ce terme a donc une importance cruciale dans le processus de stigmatisation sociale. Notre société évolue et les stigmatisés revendiquent le droit de s'auto-définir. Le souci de préserver la dignité humaine des catégories désignées semble, toutefois, nettement moins présent en ce qui concerne les Afro-belges. Or, le stigmate de la couleur de peau s'avère être un handicap pour la plupart d'entre eux: les désigner par cette couleur, devenue un handicap social, peut, à certains égards, rappeler et renforcer leur position au bas de l'échelle sociale belge. ■

2. Conséquence du crash boursier de 1929
3. DE MOOR François et JACQUEMIN Jean-Pierre, *Notre Congo/Onze Kongo. La propagande coloniale belge: fragments pour une étude critique*, Bruxelles, 2000.
4. DE ALMEIDA MENDES, A., «Les réseaux de la traite ibérique dans l'Atlantique nord (1440-1640)», dans *Annales. Histoire, sciences sociales*, Vol. 63, 2008, N° 4, pp. 739-768.
5. Débat et controverses chrétiens en 1550 pendant lesquels les théologiens décrètent que les Amérindiens ont une âme et peuvent être traités comme les «Blancs», tandis que les «Noirs» n'ayant pas d'âme, selon eux, pouvaient être mis en esclavage.
6. N'DIAYE, Tidiane, *Le génocide voilé: enquête historique*, Paris, Gallimard, 2008.
7. CORNET, «Migrations subsahariennes en Belgique», In MAZZOCCHETTI J. (dir.), *Migrations subsahariennes et condition noire en Belgique*, Louvain-la-Neuve, Editions Academia-L'Harmattan, 2014.
8. Célèbre phrase de l'agent belge, Gérard Soete, qui a exhumé et découpé Lumumba.
9. «Révélation sur la mort de Lumumba, un ex-commissaire a fait disparaître son corps au Congo en 1961», dans *Libération*, 16 mai 2000.
10. Le documentaire *Une mort de style colonial, Patrice Lumumba*, Collection *Assassinats politiques*, sous la direction de Michell Noll, réalisé par Thomas Giefer, 2008.



Racisme anti-Noirs, entre méconnaissance et mépris montre aussi comment le passé colonial peut se prolonger dans le comportement des antiracistes.

POUR COMMANDER L'OUVRAGE: BEPAX
TÉL.: 02/738.08.04 OU EN LIGNE:

WWW.BEPAX.ORG/PUBLICATIONS/ETUDES-ET-OUTILS-PE
DAGOGIQUES/ETUDES-ET-LIVRES/RACISME-ANTI-NOIRS-
ENTRE-MECONNAISSANCE-ET-REJET,000817.HTML

1. ROBERT, Mireille et ROUSSEAU, Nicolas, *Racisme anti-Noirs. Entre méconnaissance et mépris*, Bruxelles, 2016.



Pour la justice migratoire et la justice sociale¹

PAR DIEUDONNÉ WAMU OYATAMBWE,
SOLIDARITÉ MONDIALE



Les phénomènes migratoires constituent désormais une réalité structurelle qui s'est imposée aux agendas politiques, déconstruisant les discours politiques tièdes et prudents. L'origine de ce phénomène complexe se trouve dans les nombreuses crises actuelles au Moyen-Orient qui font suite aux Printemps arabes (Syrie, Libye) et aux invasions occidentales en Irak et Afghanistan. Actuellement, 90% des migrants viennent de dix pays, presque tous en conflit armé ou sous le joug de dictatures. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), fin 2015, 65,3 millions ont fui les persécutions et les conflits. La grande majorité d'entre eux restent bloqués à l'intérieur de leur propre pays. Seule une petite partie, qui a surtout les moyens financiers, est arrivée à franchir une frontière internationale mais pas forcément pour atteindre l'Europe. 86% des réfugiés sont accueillis dans un pays en développement.

Actuellement, en Europe, une certaine opinion répandue considère les migrants comme étant tous de simples «profiteurs» tentant d'échapper à la misère dans leur pays d'origine. C'est, pour partie, oublier la contribution des migrations dans le développement des pays dits «riches» dans l'Histoire. Les pays industrialisés n'accueillent, finalement, que très peu des personnes déracinées:

6% des réfugiés en Europe. La plupart d'entre eux qui fuient les guerres, se retrouvent dans les pays limitrophes et donc dans un axe Sud-Sud. Il en va de même pour de nombreux ressortissants de pays européens qui migrent aussi vers d'autres pays, dont les USA, le Canada, l'Australie. L'Union européenne (UE) est donc loin «d'accueillir toute la misère du monde», pour reprendre la célèbre formule de l'ancien Premier Ministre français Michel Rocard. Pourtant, sous la pression de leurs opinions publiques, dans un contexte de crise économique et d'échéances électorales à risques, l'UE et les États membres n'ont cessé de durcir leurs politiques d'immigration et de fermer leurs frontières depuis plus d'une décennie. Craignant un appel d'air et considérant l'arrivée des migrants davantage comme une menace que comme une opportunité, elle a choisi d'adopter des mesures restrictives pour «endiguer les flux». Pour dissuader les migrants de frapper à sa porte, elle s'est dotée d'un arsenal législatif et opérationnel d'envergure dont l'agence Frontex n'est que la face la plus visible².

LES TRAVAILLEURS MIGRANTS AU CŒUR DES ENJEUX

Deux tiers des migrants sont aussi des travailleurs. Loin de l'Europe, de nombreux mouvements de population ont lieu, notamment en Asie où des millions de travailleurs se déplacent pour trouver des possibilités d'embauche. Le Qatar, à lui tout seul, accueille par exemple, le plus grand ratio de migrants dans le monde: 1,2 million de migrants sur 1,7 million d'habitants! Les travailleurs migrants viennent, pour la plupart, d'Inde, du Népal, du Bangladesh et du Sri Lanka pour le secteur de la construction, et des Philippines pour les travaux domestiques. Néanmoins, ils y sont vic-

times d'exploitations diverses et de violations de droits. Citons les nombreuses travailleuses de Mauritanie qui sont victimes de divers abus et même d'une forme d'esclavage dans de nombreux pays du Golfe, où elles sont emmenées avec des promesses mirobolantes d'emplois, avant d'y être confrontées à des situations dramatiques.

En Europe, les fermetures d'usines et les licenciements massifs, les délocalisations, la flexibilité accrue du travail, ainsi que la marge (presque) zéro d'augmentation salariale, sous prétexte d'améliorer la compétitivité, sont tant de réalités qui accroissent la concurrence entre les travailleurs et mettent la pression sur le droit au travail. Depuis quelques décennies, la rémunération du capital n'a cessé d'augmenter alors que la part des salaires continue de baisser.

Comme toujours, en période de crise, le migrant est perçu comme le bouc émissaire, la cause de tous les maux de notre société: chômage, charge pour la sécurité sociale, insécurité. Or, les migrants sont ceux qui souffrent le plus du système capitaliste néo-libéral. Les travailleurs mobiles ou détachés, les travailleurs migrants (candidats réfugiés, réfugiés reconnus, travailleurs de pays tiers avec un permis B, résidents de longue durée, personnes venues dans le cadre du regroupement familial ou régularisées, femmes domestiques, étudiants, sans-papiers, etc.) sont davantage exposés à l'exploitation et à la précarité. Les travailleurs sans-papiers sont, sans aucun doute, les plus exposés face à l'esclavage moderne. Sans droits, sans voix, ils vivent en marge de la société. N'ayant pas de droit de séjour, ils ne peuvent pas travailler de manière régulière, ce qui les place en situation de dépendance absolue par rapport à des patrons abuseurs qui profitent des failles de la

législation pour les exploiter. Les travailleurs sans-papiers contribuent à l'économie nationale de par leur travail et, cependant, ils sont exclus de la sécurité sociale. Travailler pour un salaire de misère, sans couverture sociale et médicale, criminalisés par la Justice et l'État, risquant la détention en centres fermés et l'expulsion, tel est le lot quotidien de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs sans-papiers en Belgique. Enfin, rappelons qu'aucun des pays de l'UE n'a ratifié la Convention des Nations Unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ainsi que la Convention de l'OIT (143) sur les travailleurs migrants prévoyant, entre autres, le principe d'égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à l'emploi, les droits syndicaux, les droits culturels et les libertés individuelles et collectives. Ainsi donc, la lutte contre l'exploitation des travailleurs migrants nous concerne tous!

UNE CAMPAGNE EN COALITION

Menée en coalition avec plusieurs acteurs, la campagne «Pour la justice migratoire» porte un argumentaire, des revendications communes et des convictions partagées. La justice migratoire est une alternative aux politiques restrictives et répressives migratoires actuelles, qui se base sur les **grands principes: le respect des Droits fondamentaux et du Droit international; l'égalité/équité.**

- La notion de justice implique de conférer les mêmes droits à toutes et tous; donc de mettre fin aux inégalités sociales, internationales et de genre, en termes de mobilité et de solidarité;
- La priorité doit être orientée vers les plus vulnérables pour leur garantir notamment l'utilisation de la migration comme stratégie d'adaptation.

Quatre axes de revendications politiques charpentent cette campagne; chacun de ceux-ci sera développé en recommandations spécifiques dans le cadre du travail de plaidoyer:

- Instaurer l'égalité des droits afin que chacun puisse vivre décemment là où il le souhaite;
- Mettre en place des voies d'accès légales et sûres au sol européen et mettre fin à la violence aux frontières;

- Instaurer l'égalité de droits pour toutes et tous et renforcer la cohésion sociale;
- Communiquer un discours juste et positif sur les migrations en luttant contre les préjugés et les amalgames.

DES ACTIONS ET DES OUTILS DE SENSIBILISATION

Pour mener cette campagne, des actions, des outils et des événements ont été conçus pour toucher divers publics. À destination des membres des organisations du MOC, une journée de lancement de la campagne a été organisée en mars dernier.

DES ACTIONS DE MOBILISATION

- Les Assises citoyennes (CNCD) sont prévues dans les différentes provinces et à Bruxelles entre fin avril et fin juin.
- «Rendons notre commune hospitalière. Guide pour interpellier sa commune et autres outils».
- Mobilisation et moment de clôture lors du Conseil européen: le 13 décembre 2017
- Festiv'Africa, le 23 septembre à Bruxelles.
- Des formations pour utiliser la mallette pédagogique (avec le CNCD) et des formations décentralisées (à la carte/ou à la demande) avec Solidarité Mondiale (WSM).

CONTACT/INFOS:

SOLIDARITE.MONDIALE@SOLMOND.BE

DES OUTILS DE SENSIBILISATION

- Une mallette pédagogique a été réalisée par le CNCD, dont le «Carnet de route» de Solidarité Mondiale et des Migrants CSC.
- Document politique de base (avec contribution de Solidarité Mondiale-WSM) (version en FR-NL).
- Un numéro spécial *Ici et Là-Bas* sur la Justice migratoire publié par Solidarité Mondiale (WSM).
- Un feuillet d'argumentaire spécifique de Solidarité Mondiale (WSM).



JUSTICE MIGRATOIRE, JUSTICE SOCIALE

Solidarité Mondiale et les autres organisations du MOC ont choisi de mettre en exergue le lien entre justice migratoire et justice sociale. Car il ne suffit pas d'affirmer le caractère légal des migrations; il faut encore réclamer le respect des au-



© REPORTAGE PHOTO & 92

tres droits humains, y compris pour les personnes migrantes. Droit à une protection sociale pour tous et toutes, droit à un travail et à un salaire décent! Défendre les droits des travailleurs migrants doit être également le combat de tous les travailleurs; car l'exploitation des travailleurs migrants tire vers le bas tant les conditions de travail que les salaires de l'ensemble des travailleurs.

Au niveau européen, il faut que cessent les politiques de fermetures des frontières, les politiques d'exclusions, de persécutions, de morts; et qu'il y ait plutôt des politiques justes et courageuses qui mettent en place des routes légales pour accueillir les migrants, respecter les conventions qui engagent les États à l'égalité des droits.

On doit enfin travailler ensemble, en Mouvement, au niveau belge, pour combattre les discours et les mesures prises par le Gouvernement qui criminalise les migrants. Démasquer les stéréotypes, les préjugés et les incompréhensions; s'opposer à la culture du rejet pour mettre en place une culture de la rencontre, seule capable de construire une société interculturelle, une démocratie plus accomplie, un pays plus solidaire.

Personne ne peut plus faire semblant de ne pas se sentir interpellé. C'est à cela que nous allons œuvrer avec cette campagne. ■

1. Cet article se base essentiellement sur le numéro spécial de la revue *Ici et Là-Bas (ILB)*, de Solidarité Mondiale, n° 106, janvier février-mars 2017.
2. Code Schengen des Frontières (2006), Règlement Frontex (2005 révisé en 2011), Règlement Eurosur (2013).



Au bord du gouffre, l'Europe?

PAR PIERRE GEORIS, MOC

À l'égard de l'Union européenne, nos sentiments sont pour le moins partagés: elle nous remplit tout à la fois de colère, de tristesse, de désarroi. Deux actualités littéralement monstrueuses nous font «décrocher» de l'Europe: le sort fait au peuple grec d'une part; le traitement de la «crise migratoire» d'autre part. Coup sur coup, deux événements majeurs qui ouvrent les yeux: «C'est donc cela l'Europe?». Réponse: «Oui, c'est bien cela l'Europe». C'est pour le moins déprimant, en tout cas pour ceux qui, à Gauche, ont cru en «l'idéal européen»: ils doivent représenter un nombre significatif de citoyens de la génération du baby-boom, et, peut-être, de quelques autres. La Gauche n'est pas seule à être déçue: cela s'observe également dans une fraction de la droite, en particulier celle qui voyait, dans l'Europe, un substitut au déclin des puissances française, britannique, allemande. Or, on ne peut pas vraiment dire que l'Union

parvienne à exercer une influence significative sur certains des dossiers internationaux les plus chauds: si un tel regret peut être largement partagé, les raisons en seront néanmoins opposées selon les positions politiques.

La dernière «Semaine sociale» du MOC a voulu s'emparer du sujet, dans une perspective de Gauche: Comment en sommes-nous arrivés là? Quel est le bilan de la trajectoire? Quelles questions devons-nous débrouiller pour permettre à la Gauche d'avancer? Car, dès lors que l'on pense la situation, il y a de vraies raisons d'agir et cela au moins doit être porteur d'espoir: même difficile (très!), c'est possible! Le numéro Hors-série de la revue *Politique* reprend l'intégralité des travaux des deux journées.

Après une séquence d'analyse des récits sur l'Europe et des vécus générationnels à son sujet par Pierre Georis, force est de constater qu'aujourd'hui, les images de l'Europe sont majoritairement pessimistes et négatives. Sans en prendre le contre-pied, la Semaine sociale a quand même voulu prendre un temps pour exprimer des raisons de «continuer à y croire» et d'investir dans le projet européen avec Vincent Dujardin. L'attention a également été attirée sur le fait qu'il est possible de mener des projets tout à fait intéressants avec l'aide des outils européens (Et-Taoufik Fathi et Agnès Chappelle). Ensuite, les différentes contributions ont été organisées à partir de trois grands tracas des organisations sociales: les perspectives économiques, écologiques et sociales d'une part; la position géopolitique de l'Europe d'autre part; l'état du mouvement social pour une troisième part. Des groupes de militants se sont formés autour de ces trois thématiques, pour exprimer leurs questionnements et commentaires. Ces paroles ont été répercutées. Une «Semaine Sociale» n'est pas à confondre avec un

Congrès: ce qui est exprimé à cette occasion ne constitue pas la «parole officielle» du MOC: l'ensemble constitue du matériel pour poursuivre des débats; la parole militante répercutée est celle des militants qui se sont réunis par affinité d'intérêts: cela n'enlève rien à l'intérêt d'entendre ces expressions.

Etienne Lebeau a répercuté l'avis des militants sur les perspectives économique, écologique et sociale. La trajectoire des politiques sociales de l'Union est présentée par Pascale Vieille: autant prévenir les conclusions ne sont pas réellement optimistes... Philippe Pochet a focalisé son attention principalement sur l'enjeu de la transition écologique et sociale.

Lorsque les militants évoquent l'Europe dans une perspective géopolitique, c'est le pénible dossier des migrations qui est au cœur de tous les commentaires, comme l'explique Cécile Cornet, tandis que Nicolas Van Nuffel fait l'état de cette question si sensible. Dans la foulée, Jean-Christophe Defraigne replace le sujet dans la profondeur historique des politiques occidentales au Moyen Orient.

Pour alimenter les mouvements sociaux, Lora Verheecke puis Nicolas Vandenhemel présentent différents outils d'information disponibles pour la lutte: connaître les lobbies, savoir qui a voté quoi, qui a rencontré qui. Quant à la discussion sur l'état des mouvements sociaux, un panel a réuni Tom Vrijens de la Confédération européenne des syndicats (CES), Annick Coupé de l'Alter Summit, Aurore De Keyzer des Jeunes organisations combattives (JOC). Myriam Djegham a structuré les échanges à partir de ce qu'elle avait entendu dans le groupe de militants réunis sur le thème.

En ultime contribution, Christian Kunsch, président du MOC, tire les conclusions des travaux et nous livre ses commentaires sur l'actualité politique. Au bord du gouffre, l'Europe? ■

«POLITIQUE», HORS-SÉRIE
N°28: AU BORD DU GOUFFRE,
L'EUROPE?, OCTOBRE
2016.



Nous voulons des vêtements clean!

PAR JENNIFER VAN DRIESSCHE,
SOLIDARITÉ MONDIALE

Vous portez un maillot de sport Adidas, Nike, Puma, ou une autre marque de sport mondialement connue? Alors, il y a de fortes chances qu'il ait été fabriqué au Cambodge, au Bangladesh, en Chine ou en Indonésie. Par des jeunes gens (dont une majorité de femmes) qui travaillent de longues journées pour un salaire de misère et dans des conditions de travail dangereuses. Ces abus sont la conséquence directe de la pression exercée par les marques sur leurs producteurs pour qu'ils produisent à des prix toujours plus bas et dans des délais toujours plus serrés. Il est grand temps que ces travailleurs puissent, eux aussi, marquer des points! C'est le départ de notre campagne sur les vêtements de sport lancée en 2017. Nous attendons toujours de nos sportifs qu'ils soient clean en pratiquant leur sport... et pourquoi ne pas attendre la même chose de nos vêtements de sport et des marques qui les produisent?

En 2014, les marques de mode belges ont été mises sous pression pour réaliser des progrès en vue de meilleures conditions de travail dans leurs filières. Et, avec succès: suite à cette campagne, JBC et Bel&Bo se sont affiliées à la Fair Wear Foundation. Les usines en Asie où ces entreprises font fabriquer leurs vêtements sont désormais contrôlées par cet organisme indépendant. Cette fois-ci, nous nous tournons vers l'industrie des vêtements de sport.

LES VÊTEMENTS DE SPORT

Le secteur des vêtements de sport représente environ 7% du secteur total de l'habillement en Europe et le secteur des chaussures de sport, y compris les baskets, environ 20%. Il connaît une croissance deux fois et demie plus rapide que le secteur de l'habillement général. Une grande partie des vêtements de sport du marché européen sont produits en Asie (en Chine, au Vietnam, au Cambodge et en Indonésie). Aussi bien les grands distributeurs (appelés détaillants), tels qu'Intersport, Decathlon et Foot Locker, que les trois grandes marques Nike, Puma et Adidas, sous-traitent leur production à des usines en Asie depuis des années.

LES MARQUES INTERNATIONALES DONNENT LE TON

Nike, Adidas et Puma dominent le secteur des vêtements de sport. La concurrence entre ces «Big Three» est très intense et résulte en des dépenses de marketing et de sponsoring faramineuses. En 2015, elles ont ainsi, ensemble, dépensé plus de 6 milliards d'euros en marketing et activités de sponsoring. Les activités de sponsoring dans le football européen atteignent aujourd'hui des sommes astronomiques: les deals avec les 10 principales équipes de football ont quasi doublé en trois ans, allant jusqu'à 406,9 millions d'euros. Pour stimuler les ventes de leurs vêtements de sport, les marques utilisent la publicité lors d'événements sportifs majeurs, comme les championnats de football et les Jeux Olympiques.

Les marques de sport veulent évidemment rester rentables et rémunérer royalement leurs actionnaires. Les bénéfices de Nike ont été, en 2015, de 2,9 milliards d'euros contre 610 millions pour Adidas et 40 millions pour Puma. Les énormes investissements en marke-



ting et sponsoring sont compensés par des économies imposées dans les dépenses, ce qui a des conséquences directes sur les travailleurs de l'habillement. Les marques de sport tentent d'organiser leur production au meilleur marché possible. Pour chaque modèle de chaussures, elles déterminent d'abord le prix de vente et la marge de bénéfices souhaités et, seulement ensuite, les frais de production maximaux par pièce. Sur base de ces éléments, elles déterminent avec les fournisseurs quels matériaux elles vont utiliser, combien de minutes sont nécessaires pour monter une pièce, et combien seront payés les ouvriers. Avec cette approche, les travailleurs sont le dindon de la farce.

Un exemple concret: le T-shirt des supporters de l'équipe nationale de football allemande coûte 85 euros, alors que l'ouvrière qui l'a fabriqué, reçoit 0,60 euros. La marge de bénéfices pour Adidas s'élève à 24,30 euros¹.

ET DU CÔTÉ DU MARCHÉ BELGE

Beaucoup de tenues sportives achetées en Belgique sont vendues chez nous par de grandes chaînes de distribution de sport étrangères. En Belgique, cinq grandes marques sont présentes sur ce marché: Decathlon, Sports Direct, Intersport, JD et Foot Locker. À côté des marques Adidas, Nike et Puma, les distributeurs vendent aussi leurs propres marques. Leurs chiffres d'affaires se comptent en milliards.

Ces chaînes de distribution mettent l'accent, dans leurs publicités, sur une image jeune, active, en bonne santé, tout en gardant le silence sur les travailleurs de la production. Selon Test-Achats², toutes ces chaînes souffrent des mêmes maux: elles n'accordent que peu d'attention aux conditions de travail dans leurs chaînes de production, ainsi qu'aux impacts environnementaux de celles-ci. Au-



cun distributeur n'y obtient un bon score en matière sociale ou environnementale, en contraste douloureux avec l'image que ces marques souhaitent renvoyer.

Aucune grande marque de sport belge ne peut être comparée aux «Big Three». Celles qui produisent des vêtements de sport, font surtout des tenues personnalisées destinées aux équipes pour les clubs et sont donc surtout connues des sportifs et, en moindre mesure, du grand public. Les marques belges les plus «importantes» qui vendent des vêtements de sport pour le football et le cyclisme, sont Bioracer, Vermarc, Jartazi, Patrick et G-Skin. Un critère important dans le secteur des tenues d'équipes personnalisées est - outre le prix - un délai de livraison rapide. La concurrence entre les marques y est énorme, ce qui a évidemment des conséquences importantes pour les fournisseurs.

BELGE = ÉTHIQUE?

Aucune entreprise de vêtements de sport belge ne communique à propos de sa filière de production ni de sa politique de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). L'argument le plus souvent entendu est que «ce n'est pas d'usage dans le secteur et il n'y a pas de demande de la part des consommateurs». De par nos contacts, nous savons que certaines entreprises s'inquiètent de l'aspect humain et environnemental de leur gestion commerciale, mais cela ne se retrouve ni sur leur site Internet, ni dans leurs rapports annuels. Elles n'ont pas non plus de rapports indépendants à présenter concernant les démarches concrètes qu'elles entreprennent.

PHILIPPE GILBERT AU CŒUR DE LA CAMPAGNE

Le défi lancé par la Campagne #vêtementsclean aux marques de sport est d'accomplir une prestation de haut niveau

en matière d'entrepreneuriat éthique afin que le slogan «Belge = éthique!» puisse, à l'avenir, être avancé.

Trois revendications principales sont portées: veiller à un salaire vital; soutenir la liberté d'association pour les travailleurs de leurs filières de production et la transparence sur le(s) lieu(x) et les conditions dans lesquelles sont produits nos vêtements de sport.

Cette campagne veut entamer un dialogue constructif avec les entreprises belges pour faire des «Vêtements Clean» une réalité. Voilà pourquoi une feuille de route leur est proposée en huit étapes. En outre, la Fair Wear Foundation peut les aider à réaliser l'objectif suivant: «Que, dans le futur, Philippe Gilbert, ses collègues champions de cyclisme, mais aussi tous les amateurs de sport en général puissent courir dans un maillot «clean». Sous le slogan: «belge = éthique!».

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE?

• En action! Des signatures, des signatures, et encore des signatures...

Nous avons besoin d'énormément de signatures pour montrer aux marques de sport que les sportifs, les clubs de sport, les consommateurs et les organisations belges veulent réellement voir une amélioration des conditions de travail dans les pays producteurs. Le champion belge de cyclisme, Philippe Gilbert, s'y est déjà engagé! Il est le premier à avoir apposé sa signature sur un maillot cycliste «clean» que nous avons dû acheter... en Allemagne!

Signez la pétition sur www.vetementsclean.be! Et partagez-la sur les réseaux sociaux. Encouragez aussi votre club sportif, vos amis, vos collègues, l'organisation où vous travaillez à participer!

• Comment acheter «clean»?

Allez sur le site Internet de la Fair Wear Foundation: www.fairwear.org. Vous y

trouvez les marques qui en sont membres et qui peuvent offrir des garanties de bonnes pratiques.

À la recherche de t-shirts de sport à faire imprimer, pour votre club ou votre organisation?

Faites un appel d'offres via le site: www.achact.be/tshirts

Contactez ACP distributeur de nombreuses marques FWF (Bornem): www.acpinfo.be.

• Vous aussi, vous avez le bras «long»: faites valoir votre «influence»

En tant que club sportif, organisateur d'un événement sportif, conseil communal ou association, vous pouvez avoir un impact considérable sur les marques de sport parce que vous achetez des vêtements d'une marque de sport ou parce que vous êtes sponsorisés par une marque. En effet, les marques de sport nous disent: «Nous ne recevons jamais aucune question sur nos vêtements de la part des clubs sportifs ou des événements sportifs. S'il y avait une pression de leur part, cela nous motiverait à faire des démarches dans cette direction». Voilà un but bien dégagé: à vous de shooter la balle pour marquer le but et inciter ainsi les marques de sport à une prestation de haut niveau!

Posez ces questions à votre marque ou à votre magasin de sport: Dans quel pays produisez-vous vos vêtements? Êtes-vous attentifs aux bonnes conditions de travail dans les pays producteurs? Les travailleurs reçoivent-ils un salaire vital ou simplement le salaire minimum légal? Faites-vous effectuer des contrôles indépendants dans les usines de production? Envisagez-vous de devenir membre de la Fair Wear Foundation afin de mieux pouvoir garantir des vêtements de sport propres? ■

ANIMÉE PAR SOLIDARITÉ MONDIALE, CETTE CAMPAGNE POUR DES VÊTEMENTS DE SPORT PROPRES EST LANCÉE À L'INITIATIVE DE LA CSC, LA CSC SPORTA, L'ACV-CSC METEA, LA CNE, LA CSC ALIMENTATION ET SERVICES, LA CSC SERVICES PUBLICS, ÉNÉOSPORT, ALTÉO, EN COLLABORATION AVEC ACHACT.

EN SAVOIR PLUS: WWW.VETEMENTSCLEAN.BE

1. *Foul Play, Sponsors Leave Workers on the Sidelines*, BASIC Bureau for the Appraisal of Social Impacts and Costs, 2016.
2. «Vêtements de sport pas éthiques et peu écologiques», dans *Test-Achats*, n° 610, juillet-août 2016. www.test-achats.be



Nouvelle session **BAGIC À LIÈGE**

Vous êtes animatrice/teur dans un Mouvement d'éducation permanente, une Organisation de jeunesse ou d'ainés, dans un Centre culturel, une association de quartier,...

Vous travaillez dans un dispositif de prévention, de politiques urbaines, en activités extra-scolaire,...

Vous développez des projets d'aide à la création et la créativité, d'expression culturelle,...

Vos projets sont féministes, interculturels, sociaux, de solidarités internationales...

Le CIEP ouvre une nouvelle session de formation à la coordination de projets culturels et sociaux en action collective (BAGIC) à Liège de 2017 à 2019.

Séances d'informations - inscription obligatoire

- Vendredi 7 juillet 2017 à 15h00
- Vendredi 14 juillet 2017 à 15h00
- Lundi 4 septembre 2017 à 17h30
- Lundi 11 septembre 2017 à 17h30

INFOS PRATIQUES:

DÉBUT DE LA FORMATION: LE LUNDI 9 OCTOBRE

CONTACT: LAHCEN AIT AHMED - GSM: 0485 / 676 598

MAIL: LAHCEN.AITAHMED@CIEP.BE

SECRÉTARIAT: FRANCINE BAILLET - TÉL.: 02/246.38.41

MAIL: BAGIC@CIEP.BE

INFOS:

WWW.CIEP.BE/BAGIC/LES-INFO-PRATIQUES.HTML

Visite du Bois du Cazier

PAR LES ÉTUDIANTS DU GROUPE ISCO
CHARLEROI 2016 - 2017

Dans le cadre du cours d'Histoire de Julien Tondeur du CARHOP (Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire), le groupe de 1^{ère} année ISCO Charleroi a visité le site minier du Bois du Cazier à Marcinelle. Florence Loriaux, historienne au CARHOP, nous y a guidés.

COMPTE-RENDU DE CETTE VISITE INTERPELLANTE

Le site du Bois du Cazier est surtout connu pour sa terrible catastrophe du 8 août 1956, causée par un incendie et qui a provoqué la mort de 262 travailleurs sur les 274 présents au fond. Au total, 12 nationalités ont été touchées

et, principalement, les communautés italienne et belge. Onze ans après la catastrophe, le site du Bois du Cazier est devenu un musée en 1967 et, en 2012, il a été reconnu comme Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Réalisée en début d'année, cette visite avait comme objectif de réunir le groupe des étudiants dans un lieu connu de tous ceux qui sont originaires de la région, mais aussi inciter à témoigner de nos ressentis par rapport au site minier et à nos histoires familiales qui peuvent être liées à l'un ou l'autre site minier carolo-régien.

En effet, lors de cette visite, l'une des élèves nous a appris qu'elle était personnellement touchée par cette tragédie; son grand-père faisait partie des victimes. Cette visite lui a permis de se rendre compte dans quelles conditions il travaillait. Plusieurs d'entre nous, ainsi que notre guide, ont été personnellement touchés car leurs grands-parents étaient également mineurs. Cette visite, nous a aussi permis de mieux comprendre les récits familiaux et leur impact sur notre vie aujourd'hui.

BILAN DE NOTRE VISITE

Nous avons pu constater *de visu* la salubrité des locaux (sanitaires, vestiaires) du Bois du Cazier destinés aux

mineurs et les conditions très difficiles et dangereuses dans lesquelles ils travaillaient il y a 50 ans. Ces conditions impulsaient une très forte solidarité entre les mineurs, et cela, malgré les différentes nationalités présentes sur le site: en effet, tous les mineurs se réunissaient autour de Sainte-Barbe, leur protectrice.

Cette catastrophe est toujours bien ancrée dans la mémoire des Carolos. Depuis, les conditions de travail des travailleurs ont énormément changé. Les syndicats, les gouvernements et l'Union européenne ont voté une série de lois pour améliorer le travail et la sécurité en entreprise. De plus, les évolutions technologiques et scientifiques ont surtout amélioré les conditions de travail aujourd'hui.

À ce niveau, on constate une différence importante entre les ouvriers travaillant dans les PME et dans les multinationales. En Belgique, les multinationales sont plus à cheval sur les règles de sécurité, surtout si un syndicat est présent au sein de l'entreprise. De plus, les travailleurs ont à disposition le matériel nécessaire tandis que, dans les PME, comme le budget est plus réduit, les travailleurs sont confrontés à plus de risques par manque de matériel.

Aujourd'hui, on constate aussi que, dans certains pays (et pas uniquement dans les pays du Sud), les conditions de travail sont proches des conditions que vivaient les travailleurs à l'époque de la catastrophe. ■



De la domination au changement

COMMENT L'ESPACE DE FORMATION PEUT ÊTRE ÉMANCIPATEUR?

PAR HÉLÈNE HAGEL-LOUSTALOT,
FONDATRICE DE LA PETITE FILATURE,
ACCOMPAGNATRICE À LA FORMATION EN
ÉDUCATION POPULAIRE POLITIQUE FESTIVE

Le propos développé ci-dessous est le résultat d'une recherche scientifique croisée à un ancrage militant, qui a abouti à un mémoire¹. Cette démarche riche a permis de mettre en lumière tant des aspects théoriques que pratiques, qu'intimes, et collectifs.

DE LA DOMINATION ENTRE TRAVAILLEURS SOCIAUX ET PERSONNES ACCOMPAGNÉES...

Basée sur mon expérience de travailleuse sociale, cette réflexion s'est centrée autour du questionnement «Qu'est-ce qui, dans la relation entre travailleur social et personnes accompagnées peut dériver au point d'instaurer une relation de jugement, de dépendance, voire de domination de la part des travailleurs sociaux?»

... À LA DOMINATION ENTRE FORMATEURS ET STAGIAIRES

Devenue formatrice en éducation populaire, ce questionnement sur la relation de domination se posait entre stagiaires et formateurs; ce qui m'a amenée à m'interroger: en Éducation populaire, peut-on transmettre sans dominer? Qu'est-ce qui favorise des relations inégales entre formateur et stagiaires? Quelles méthodes peut-on utiliser pour transmettre sans dominer? Qu'est-ce que la transmission induit comme comportements pour éviter des rapports de domination? Pourquoi l'Éducation populaire serait un milieu dans lequel on se préoccupe des questions de domination en formation? En quoi est-ce paradoxal? Et comme ces questionnements sur former et enseigner autrement en faisant tomber les rapports du maître «sachant» et de l'élève «apprenant» ne sont pas nouveaux, une question plus globale s'est imposée: Que pouvons-nous faire pour changer ces rapports?

UNE SÉRIE DE CONCEPTS

Après les concepts d'«Éducation populaire», de «transmission» et de «domina-

tions», cette recherche interroge le changement. Parler d'émancipation nécessite de faire référence à l'histoire de l'Éducation populaire. Savoir que des trois courants (le courant confessionnel, le courant laïc et le courant ouvrier), seul le dernier a une visée émancipatrice, est intéressant pour notre réflexion. De plus, on peut considérer que transmettre peut être un acte de domination. En définitive, c'est l'espace de formation lui-même qui est source de domination. Sachant que l'émancipation est considérée comme une étape du processus vers le changement social, je peux opposer «domination» à «changement» et non «domination» et «émancipation».

POINTS ESSENTIELS

• La disponibilité

Toute formation serait basée sur plusieurs rythmes temporels: celui du groupe en formation, de l'institution, du formateur et du stagiaire. Le formateur doit s'assurer que le «chronos» du stagiaire est respecté au quotidien et que tout est mis en place pour accueillir son «kairos» au moment opportun. Le temps peut être un facteur dominant, s'il le formateur ne suit que sa temporalité sans se soucier de la temporalité des stagiaires. La disponibilité est l'attitude qui favorise l'opportunité. Être disponible lors d'un accompagnement favorise l'émancipation de l'étudiant.

• L'éducabilité²

Chaque pédagogue croit, à travers sa pratique, «que chaque enfant peut apprendre et grandir. Les pédagogues de l'extrême affirment, par leurs actes, que, quelle que soit la situation et quelles que soient les difficultés qu'elles représentent à première vue, il est possible d'agir, d'innover, de créer et de répondre aux défis, pourtant apparemment insensés»³. Ce postulat se présente dans une triple perfectibilité: celle du sujet, de l'acte éducatif et de l'institution

• Des intentions pour une relation de qualité mais pas pour la personne accompagnée

Bien souvent, le stagiaire arrive en formation sans intention précise mais avec des intentions pour créer une relation de qualité. Les intentions du formateur ne seraient pas de changer le stagiaire mais de changer la société.



• La pédagogie émancipatrice

Selon Le Grain, émanciper, c'est tout d'abord «accroître l'autonomie de pensée» des personnes en formation. Émanciper consiste à développer l'esprit critique des adultes en formation, les aider à structurer leur pensée et à se détacher de la pensée dominante pour construire une opinion personnelle face aux questions et problématiques qui les entourent et qui les affectent. Une pédagogie émancipatrice doit aussi permettre d'«augmenter la capacité de ces personnes à s'impliquer dans des actions d'amélioration de leurs conditions de vie et de réaliser collectivement des transformations institutionnelles et structurelles qui modifient concrètement et durablement les rapports sociaux de domination vers plus de justice sociale»⁴.

LA FORMATION COMME ESPACE DE DOMINATION

Une fois ces postulats posés, l'analyse de la formation en tant qu'action de domination peut être entreprise. En effet, l'acte de transmettre n'est pas dominant en soi. D'où vient cette domination? Pour moi, la domination provient de la formation en elle-même, c'est-à-dire, tant que les formateurs seront les personnes qui «savent» et que les stagiaires seront les personnes qui «ne savent pas», la formation jouera son rôle de domination. Peut-être peut-on imaginer des formations où les stagiaires transmettraient autant que le formateur? De quelles manières? Quels contenus? Comment imaginer des espaces d'apprentissages multiples?

LA FORMATION POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ

La formation serait l'espace dans lequel l'on mettrait tout en œuvre pour favoriser le changement de société, grâce à des méthodes et des pratiques émancipatrices. Selon Michel Fabre⁵, il est important de mettre l'accent «sur les démarches plutôt que sur les savoirs tout faits, l'orientation vers l'autonomisation des formés, autant d'indices qui signifient peut-être que les pratiques de formation ne peuvent plus se réduire à l'arrondissement technique, qu'elles sont en chemin vers l'œuvre. Car c'est bien de l'œuvre d'art qui fournit le paradigme de l'expérience formatrice. En elle-même, la formation est l'accomplissement de l'œu-

vre: elle est le mouvement de la vérité comme dévoilement. [...] Comme dans le «chef-d'œuvre» du compagnonnage, se former, c'est se réaliser, s'accomplir, accéder à la vérité de soi-même». Et si la finalité de toutes les formations n'était-elle pas la même: changer le monde et ce qu'on apprendrait en formation, serait «juste» un moyen?

LES CONSTANCES DE LA FORMATION

Dans le champ de l'Éducation populaire, les constances de la formation sont l'aboutissement d'une réflexion pour tenter de s'extraire des relations formateur sachant/stagiaires apprenant.

- Toute formation suppose comme finalité de participer au changement de société: on rentre en formation pour changer le monde en acquérant une pratique, plutôt que l'inverse;
- Toute formation suppose que «les gens pensent et sont égaux en intelligence», ce qui induit que tout le monde peut réussir ce qu'il souhaite entreprendre et que toute personne dispose des capacités de comprendre son environnement;
- Toute formation suppose l'émancipation du stagiaire: la formation est un espace d'émancipation grâce à des techniques d'animation, aux supports et aux références scientifiques choisis, aux méthodes pédagogiques et aux contenus sélectionnés;
- Toute formation suppose de partir du postulat de l'éducabilité. Ainsi, tout formateur devrait porter la valeur de l'éducabilité et la mettre en œuvre dans ses trois dimensions: la perfectibilité du sujet, celle de l'acte éducatif et celle de l'institution;
- Toute formation suppose d'être co-construite avec les stagiaires. En effet, tout formateur devrait partir des besoins des stagiaires et co-construire la formation ensemble afin de valoriser la co-construction des savoirs du groupe;
- Toute formation suppose une liberté d'intention. Les intentions de la formation sont au niveau institutionnel. Le stagiaire crée sa propre route émancipatrice;
- Toute formation suppose une relation symétrique entre les personnes, à deux niveaux: une symétrie de respect et une symétrie des places;
- Toute formation suppose que la fin de l'accompagnement en formation soit spécifiée. Tout stagiaire qui commence une formation, peut, à tout moment, y mettre fin. Dès le début, le stagiaire et le formateur se mettent

d'accord sur le périmètre de l'accompagnement mais aussi sur sa durée. Toute durée d'accompagnement peut être ajustée durant la formation;

- Toute formation suppose une relation de confiance entre formateur et stagiaire, d'une part, et, d'autre part, entre les stagiaires eux-mêmes. La «confiance» est une valeur qui circule et qui renvoie au don et contre-don. Ces actes ont en commun le fait que cette confiance vient de soi, passe par autrui et puis revient à soi;
- Toute formation suppose de la disponibilité de la part du formateur envers les stagiaires. Le formateur devrait être disponible pour le stagiaire. En effet, mettre des conditions pour que la personne accompagnée ait un déclic, au moment où c'est important pour elle, au moment où c'est «son» moment et non le nôtre. Être disponible lors d'un accompagnement est aussi source d'émancipation;
- Toute formation suppose un formateur porteur des valeurs de l'Éducation populaire, mais aussi d'en connaître l'histoire, ses enjeux et son actualité.

POSER LA RÉFLEXION AUTREMENT ET DÉPISTER LES PARADOXES

Au vu de cette réflexion, une nouvelle question peut être posée: Comment des stagiaires en Éducation populaire, pourraient-ils se réapproprier l'espace de formation -trop souvent le reflet d'un espace de domination- en espace d'émancipation afin de devenir acteurs de changement de société?

Si nous voulons créer un espace de formation qui soit un lieu privilégié de changement et de résistance au travers de l'apprentissage d'une pratique, il est nécessaire que l'organisme de formation affiche clairement ses intentions, afin que les stagiaires posent un choix éclairé. Dans le contexte de l'Éducation populaire, milieu social porteur de valeurs qui, dans notre société, ne sont pas dominantes, voire qui peuvent aller à l'encontre des valeurs véhiculées par la politique et les médias, la formation pourrait devenir un espace de résistance avec l'idée de changer le monde, grâce à des méthodes et des pratiques émancipatrices. La base de la formation serait de rentrer en démarche d'histoire de vie⁶, pratique qui apporte humilité et respect d'autrui, afin d'être plus fort pour changer le monde à travers la formation suivie.

Soulignons un autre paradoxe: peut-on considérer la formation émancipatrice comme un oxymore ou un paradoxe que le formateur relèverait à chaque instant?



En effet, si la formation est espace de domination, comment en faire un espace d'émancipation? Ou doit-on inventer ou utiliser un autre mot que le mot «formation»? Peut-on parler d'ateliers émancipateurs?

POUR CONCLURE

Si nous formions, dans un espace qui favorise l'émancipation, des travailleurs sociaux-éducatifs, qui vivent eux-mêmes cette expérience d'émancipation, afin de stimuler le changement, il est fort probable que, par effet boule de neige, ces mêmes formateurs seraient eux-mêmes dans des rapports émancipateurs avec les personnes accompagnées au quotidien. Le premier changement à mettre en place serait alors peut-être de briser le lien entre «institutions dominantes» et «relations émancipatrices». ■

1. HAGEL-LOUSTALOT Hélène, *Todo cambia. De la domination au changement ou comment l'espace de formation peut devenir un espace d'émancipation*, Mémoire de Master 2, Sciences de l'éducation et de la formation, sous la dir. de Sébastien PESCE, Tours, Université François Rabelais, juin 2016.
2. PESCE Sébastien et CASANOVA Rémi, «*Pédagogues de l'extrême*», *l'éducabilité à l'épreuve du réel*, ESF Éditeur, 2011.
3. TILMAN Francis, *Penser le projet. Concepts et outils d'une pédagogie émancipatrice*, Le Grain, Édition Chronique sociale, 2004.
4. GROOTAERS Dominique et TILMAN Francis, *La pédagogie émancipatrice dans le cadre des formations d'insertion socio-professionnelle*, Le Grain, 28 octobre 2009; BAUDOT Stéphanie et HUART France, «*La pédagogie émancipatrice comme fondement de la formation ISCO*», dans *La formation, un laboratoire pour l'action collective*, Cahier du CIEP, n° 11, Bruxelles, 2011 www.ciep.be/images/publications/CahierCIEP/CahierCIEP11.pdf
5. FAVRE Michel, *Penser la formation*, Édition Fabert, 2015.
6. «*Le fait biographique rencontre le récit comme sa forme d'expression la plus immédiate. C'est le récit qui assigne des rôles aux personnages de nos vies; qui construit entre les circonstances, les événements, les actions, des relations de causes, de moyens, de but; qui polarise les lignes de nos intrigues entre un commencement et une fin; qui transforme la relation de succession des événements en des enchaînements finalisés; qui compose une totalité signifiante où chaque événement trouve sa place*». DELORY-MOMBERGER Christine, *Biographie et éducation. Figures de l'individu-projet*, Paris, Anthropos, 2003.

Le musée du Capitalisme à Mons

Si le terme «capitalisme» est souvent utilisé, il reste peu expliqué. En effet, aujourd'hui plus que jamais, beaucoup méconnaissent les mécanismes d'un système auquel ils prennent pourtant part quotidiennement. Vulgariser celui-ci semblait donc nécessaire. Outre le fait de connaître ses espoirs et ses limites, il s'agit d'amener un espace de réflexion et de discussion sur le capitalisme. En sortant du Musée du Capitalisme, chaque visiteur aura acquis les outils nécessaires pour s'affirmer au mieux dans sa citoyenneté. À l'initiative du MOC Hainaut Centre et avec l'appui des organisations constitutives, le Musée du capitalisme va s'implanter à Mons du 7 novembre au 15 décembre 2017. En plus des visites du Musée, le MOC HC et ses organisations constitutives mettront en place une série d'activités autour du capitalisme. ■

POUR EN SAVOIR PLUS: WWW.MUSEEDUCAPITALISME.ORG

PROGRAMME DES ACTIVITÉS: WWW.MOC-HAINAUTCENTRE.BE

Un Socrate Philosophe au Luxembourg pour les aînés

Un cycle Socrate est un ensemble de moments de réflexion sur des questions de philosophie politique. Démocratie, aristocratie, pouvoir, violence, autorité, libéralisme, socialisme... Que recouvrent ces mots? Quelles réalités traduisent-ils? Comment celles-ci peuvent-elles s'articuler ou s'opposer? À partir de quelques documents, d'un texte, d'une vidéo, d'un témoignage,... dans une dynamique participative et conviviale, il s'agit de mettre en commun nos capacités de penser.

La prochaine session du Socrate débute les lundis dès septembre, à raison de un lundi par mois. Elle est prévue spécialement pour les aînés. ■

INFOS PRATIQUES:

DATES: DES LUNDIS À PARTIR DE SEPTEMBRE 2017 JUSQU'À FIN MAI

LIEU: CSC RUE PIETRO FERRERO, 1 - 6700 ARLON

GRATUITE, ACCESSIBLE À TOUS ET SANS PREREQUIS

INFOS ET INSCRIPTIONS: BERNARD KERGER, PRÉSIDENT DU MOC - TÉL.: 063/21.88.84

MAIL: B.KERGER@MOCLUXEMBOURG.BE - WWW.MOCLUXEMBOURG.BE/



© REPORTAGE PHOTO & 92

Terrorisme en questions: un site

Le site www.questionsterrorisme.be est issu d'un travail de réflexion et d'engagement de la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD) en vue de sensibilisation, de [in]formation et de mobilisation autour de la paix et de la démocratie. Tenter de comprendre le terrorisme, ce n'est pas l'excuser, c'est plutôt engager une démarche citoyenne qui veut diriger l'action collective vers des objectifs tangibles et constructifs de Paix et de réelle sécurité. Le climat anxieux qui s'est installé dans nos sociétés occidentales, et ce qu'il peut susciter d'amalgames, de raccourcis, de contrevérités et d'actions destructrices de notre système politique et juridique, rend la méthode de la CNAPD d'autant plus importante que la peur dévoie la capacité d'analyse. Certaines lois et propositions de loi viseraient d'ailleurs même, directement ou indirectement, à la criminaliser. Le terrorisme pose aussi des questions fondamentales à nos sociétés modernes, et particulièrement depuis que certains attentats sont commis par des nationaux: les droits fondamentaux sont-ils absolus? Et la séparation des pouvoirs? La sécurité a-t-elle un prix? Qu'est-ce que la sécurité, d'ailleurs? Et la liberté? La Justice doit-elle évoluer? Comment organiser l'intégration de toutes les populations? Faut-il le faire? Le site veut inscrire sa démarche dans des objectifs tant pédagogiques

que citoyens. Il propose de comprendre davantage ce qu'est réellement le terrorisme et la lutte contre le terrorisme afin de proposer de rediriger le débat public vers les causes structurelles qui rendent ce phénomène possible.

Le site est composé de quatre parties interactives:

1. Un récit interactif *Le livre dont tu es le terreau*, qui propose d'entrer dans un récit dans lequel le lecteur sera amené à poser des choix et ainsi participer à l'évolution de l'histoire. Ces choix le confronteront à la problématique de la violence politique.
2. Un outil pédagogique *Terro[r]isme* composé de dix fiches pour déconstruire certaines idées reçues auxquelles on peut être confronté dans les débats.
3. Une boîte à outils recense une multitude d'outils et de supports pédagogiques sur les différentes facettes liées à la problématique du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la violence politique.
4. Une boîte à partages propose un espace d'expression où il est possible de poser une question, proposer un commentaire ou une information, préciser une émotion. Cette boîte sera modérée *a priori* et les différentes contributions viendront alimenter une foire aux questions. ■

Effaçons la colonisation pas les Palestiniens

En 2017, cela fera 50 ans que les Palestiniens vivent sous occupation militaire israélienne. Ils vivent toujours dans la violence quotidienne de l'occupation israélienne. Moins spectaculaire, moins visible, plus insidieuse que des conflits armés ouverts, cette occupation représente pourtant l'une des violences les plus longues et les plus cruelles de l'histoire contemporaine.

- 50 ans que des enfants grandissent avec des checkpoints qui les séparent de leurs écoles et dans l'ombre constante d'un soldat.
- 50 ans que des familles (sur)vivent dans une économie sous perfusion, victimes de restrictions.
- 50 ans que des oliviers sont arrachés, des ressources volées, des cultures détruites.
- 50 ans que les colons et l'armée persécutent violemment, au quotidien, les Palestiniens.
- 50 ans qu'ils vivent dans l'ombre de la colonisation.
- 50 ans qu'ils rêvent de liberté...
- 50 ans qu'ils meurent sous occupation.
- 50 ans d'occupation illégale. ■

CETTE CAMPAGNE DE L'ASSOCIATION BELGO-PALESTINIENNE, AVEC LE SOUTIEN DU MOC, EXIGE DE STOPPER L'OCCUPATION DE LA PALESTINE ET DE SIGNER LA PÉTITION: WWW.STOP-OCCUPATION.BE

Tisser des solidarités...

Le monde paraît de plus en plus violent. Attentats, guerre en Syrie, «crise des réfugiés» alimentent un sentiment de peur et une recrudescence de racisme. En parallèle, les conditions de vie des plus précaires se détériorent avec les politiques néolibérales et d'«austérité». Partout, les discours dominants s'appuient sur ces peurs et cette précarité grandissante. Ce contexte impacte directement le quotidien des femmes, à titre individuel et collectif. En outre, on retrouve ces divisions et discriminations entre les femmes.

Travailler à l'émancipation des femmes oblige à prendre en compte la diversité des identités et à regarder les inégalités qui existent. Les femmes rencontrent des obstacles dus au sexisme, à la précarité et au racisme. Mais comment, à partir de cette diversité, construire alors des solidarités? Comment avoir un projet commun qui tienne compte des inégalités auxquelles chacune fait face et qui respecte les différentes pratiques et convictions?

Vie féminine propose de prendre trois journées pour comprendre le contexte dans lequel nous baignons et pour décoder les discours simplistes, à la fois sexistes, racistes et anti-pauvres pour avancer vers de nouvelles solidarités féministes! ■

INFOS PRATIQUES:

DATES: 4, 5, 6 JUILLET - **LIEU:** CENTRE SCOLAIRE ASTY-MOULIN À SAINT-SERVAIS (NAMUR) - **PROGRAMME:** WWW.VIEFEMININE.BE/SPIP.PHP?ARTICLE3674

INFORMATIONS ET INSCRIPTION: VIE FÉMININE SECRÉTARIAT NATIONAL - TÉL. : 02/227.13.00 - MAIL: SECRETARIAT-NATIONAL@VIEFEMININE.BE.



Dates à épingle

CHOISIR C'EST DÉSOBÉR LES DETTES ILLÉGITIMES ET L'INJUSTICE: À BAS!

Université d'été du CADTM
Trois jours de conférences, de débats, d'animations, de rencontres et de musique

DATE: DU 30 JUIN AU 2 JUILLET

LIEU: CENTRE CULTUREL LA MARLAGNE NAMUR (WÉPION)

INSCRIPTION: WWW.CADTM.ORG/UNIVERSITE-D-ETE-DU-CADTM-EU ROPE,14307

INFOS ET PROGRAMME: CADTM
WWW.CADTM.ORG

FORMATIONS D'ÉTÉ RENCONTRES PÉDAGOGIQUES D'ÉTÉ

13 ateliers pour changer l'école et la société

DATES: DU 17 AOUT AU 22 AOUT DE 8H30 À 17H

LIEU: CENTRE CULTUREL LA MARLAGNE, NAMUR (WÉPION)

PROGRAMME ET INSCRIPTION: WWW.CHANGEMENT-EGALITE.BE/

PUBLIC: ÉTUDIANTS, ENSEIGNANTS, ÉDUCATEURS, ANIMATEURS, DIRECTEURS, PARENTS

INFOS: CHANGEMENTS POUR L'ÉGALITÉ (CGÉ)
TÉL.: 02/ 218.49.67

WWW.CHANGEMENT-EGALITE.BE/

MIGRANTS ET RÉFUGIÉS: REGARD GLOBAL ET BILAN DE LA SITUATION EN BELGIQUE

Pourquoi migre-t-on? Où vont ces personnes qui quittent leur village, leur maison? Quelles sont leurs routes? Ces questions seront le point de départ d'une formation visant à se saisir de la complexité du phénomène migratoire pour mieux visualiser et comprendre une réalité qui fait partie de l'Histoire et nous interpelle au quotidien.

La formation propose quatre modules pour fournir des outils pédagogiques et des grilles de lecture complémentaires:

- **module 1:** Regard global des migrations (cartes, chiffres, routes migratoires,...)
- **module 2:** Analyses des causes multiples et de la dégradation des cadres de vie locaux
- **module 3:** Cas d'application des dégradations des cadres de vie: le cas des ressources naturelles
- **module 4:** Cas d'application d'un accueil: la situation en Belgique

DATE: 22 AOUT DE 9H00 À 16H30

LIEU: CARITAS INTERNATIONAL RUE DE LA CHARITÉ N°43, 1210 BRUXELLES

PUBLIC: PROFESSEURS ET ANIMATEURS

INSCRIPTION: WWW.JUSTICEPAIX.BE/MIGRANTS-ET-REFUGIES-REGARD-GLOBAL-ET-BILAN-DE-LA-SITUATION-EN-BELGIQUE#EVENEMENT-230

INFOS: JUSTICE & PAIX - TÉL.: 02/738.08.01

MAIL: TIMUR.JLUC@JUSTICEPAIX.BE

FORMATION

«**Racisme, sexisme et homophobie: du stéréotype à la discrimination**»

Quels sont les mécanismes communs à la base du racisme, du sexisme et de l'homophobie? Comment les comprendre et les détecter? Quels en sont les effets sur les personnes qui en sont victimes et quelles sont les réactions possibles pour ces dernières? BePax propose cette formation pour construire des réponses à destination de vos publics!

DATE: 28 AOUT 2017 DE 9H30 À 16H30

LIEU: BEPAX 31, RUE MAURICE LIÉTART - 1150 BRUXELLES

PUBLIC: ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE ET ANIMATEURS DE GROUPES

INFOS: BEPAX - TÉL.: 02/738.08.04

WWW.BEPAX.ORG/

SÉMINAIRE INTERNATIONAL DE PRÉSENTATION DU MODULE EN LIGNE

«**Apprentissage des compétences de base de l'animateur Multimédia-e-inclusion et approche par compétences**»

DATE: 29 AOUT 2017 DE 9H30 À 13H00

LIEU: AEROPOLIS CHAUSSÉE DE HAECHE 579 1031 BRUXELLES

PROGRAMME: WWW.AID-COM.BE/

INSCRIPTION AVANT LE 20 AOUT:

SECRETARIAT@AID.COM

INFOS: AID TÉL. : 02/246.38.62

MAIL: SECRETARIAT@AID.COM

Adresses des centres régionaux du CIEP

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1
5000 Namur - 081/22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19
4700 Eupen
087/59.46.30



© REPORTAGE PHOTO & 92



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

